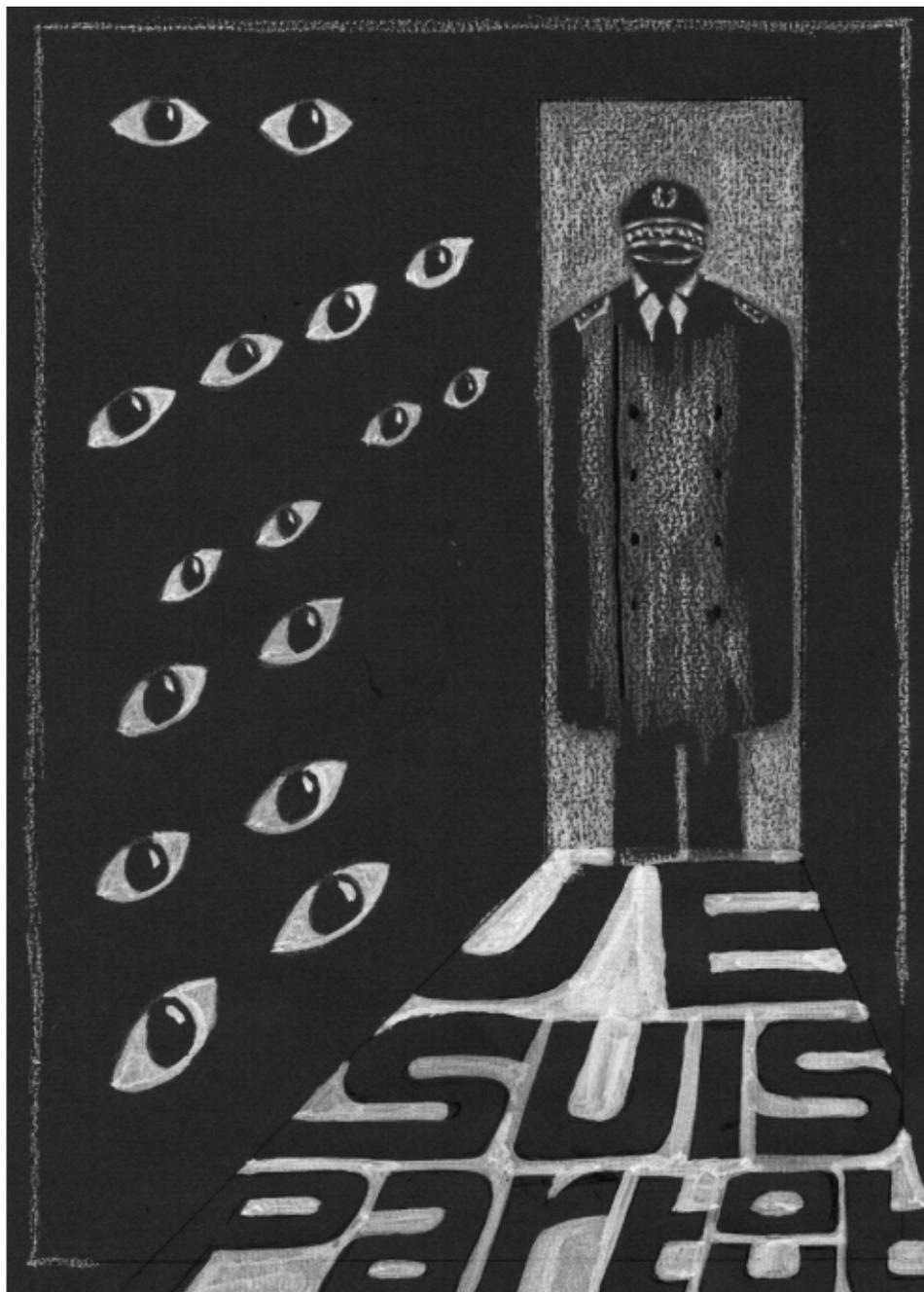


Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 29 - août-octobre 2011 - prix libre



Délation, dénonciation, cafardage, mouchardage, flicage, contrôle, vigilance, vidéo-surveillance, puçage, discipline, obéissance, soumission, armée, police, état, nation, patrie, y en a marre !

Délation, dénonciation, cafardage, mouchardage, flicage, contrôle, vigilance, vidéo-surveillance, puçage, discipline, obéissance, soumission, armée, police, état, nation, patrie, y en a marre !

Délation, dénonciation, cafardage, mouchardage, flicage, contrôle, vigilance, vidéo-surveillance, puçage, discipline, obéissance, soumission, armée, police, état, nation, patrie, y en a marre !

Délation, dénonciation, cafardage, mouchardage, flicage, contrôle, vigilance, vidéo-surveillance, puçage, discipline, obéissance, soumission, armée, police, état, nation, patrie, y en a marre !

A l'affût

Cafards citoyens p. 2
Hôpital dans le noir p. 2
Guéret joue à la marchande p. 3

Monnaie de singe
Ne rendez plus la monnaie p. 4

Mauvaises fréquentations

Irradiations les experts pp. 5-7

Irradiation générale

Fin du nucléaire
ou fin du réseau ? pp. 8-9

Bobines rebelles

Bilan ouvert pp. 10-11

La gueule toute verte

Le capitalisme peint en vert
pp. 12-13

Votation... piège à ?

Ils ont voté, et puis ? pp. 14-15

Coup de gueule

Veni vidi vinci pp. 16-17

Mauvaises lectures

p. 18

Revue de crise

p. 19

Rendez-vous

p. 20

2 - à l'affût

Le temps des cafards

MERCREDI 6 JUILLET 7h du matin. Très mauvais réveil, Radio la Creuse m'apprend que le préfet de la Creuse lance une opération « Voisins vigilants » !

Nous avons déjà dénoncé en 2009 la mise en place par le préfet de l'époque de la « réserve citoyenne de la gendarmerie », sorte de milice supplétive pour mater les troubles intérieurs (*Creuse-Citron* 22), les préfets se succèdent et appliquent avec diligence la politique ultra-sécuritaire qui fait bicher une partie de la population.

Aujourd'hui il s'agit de recruter, parmi les retraités, des citoyens « référents » chargés de donner des informations aux forces de l'ordre sur la vie de leurs voisins qu'ils observent et sur des agissements ou événements qu'ils jugent suspects. Une méthode de sinistre mémoire, particulièrement utilisée pendant les guerres.

Le préfet, Claude Serra, s'est illustré en « inventant » et mettant en place ce concept dans les Alpes-Maritimes ; le succès a été tel que le ministère de l'Intérieur l'a appliqué dans d'autres départements.

Après dernièrement les « Voisins vigilants » de la petite commune de La Crau dans le Var, St-Avertin et St-Cyr-sur-Loire en Touraine, c'est la Creuse qui est à l'honneur.



La Ligue des droits de l'homme a pris position clairement contre ce procédé :

Au-delà d'une institutionnalisation de la délation, nous voyons dans la mise en place d'un réseau communal de « référents », une atteinte aux libertés individuelles et à la vie privée. Mais le danger réside également dans l'accoutumance (comme pour la vidéo-surveillance, on habitue la population à être surveillée) et dans l'acceptation de ces pratiques par les citoyens...

Le préfet va rencontrer les élus locaux pour leur parler de ce projet, à commencer par ceux d'Aubusson et Guéret ; nous verrons si ces édiles de « gôche » se positionnent aussi clairement que la LDH.

Tout ça sent très mauvais et d'ailleurs je ne mets plus les pieds dans une

administration étatique sans chausser mon masque à gaz.

Les pisse-froid vont encore nous reprocher de faire des comparaisons abusives. Naturellement, nous ne sommes pas encore tout à fait sous un régime similaire à celui de Vichy et c'est justement pour éviter d'y sombrer qu'il faut tirer sans cesse la sonnette d'alarme.

Nous, qui sommes mal pensants et qui de la patrie ne méritons guère, ne sommes pas du genre à utiliser les mêmes armes que les valets de l'État pour publier par exemple la liste des noms de ces voisins vigilants qui nous veulent du bien, et pourtant, s'il ne s'agit pas d'une milice, tout cela doit être public. Que faire ?

PATRICK FAURE

Restrictions budgétaires à l'hôpital de Bourgneuf

IL N'Y A PAS DE PETITES ÉCONOMIES dans les petits hôpitaux publics. L'hôpital de Bourgneuf, comme tous les autres, est désormais contraint de devenir « rentable ». Un des outils mis en place est la « tarification à l'activité » (T2A). Cette T2A est un mode de financement des établissements de santé issu de la réforme hospitalière du plan *Hôpital 2007*. Elle vise à la mise en place d'un cadre unique de facturation et de paiement des activités hospitalières des établissements de santé, publics et privés, dans lequel l'allocation des ressources est fondée à la fois sur la nature et le volume de leurs activités. La logique de moyens qui prévalait jusque-là cède la place à une logique de résultats. La T2A est un élément central de la « nouvelle gouvernance hospitalière » mise en place par les ordonnances de mai et septembre 2005, dans la mesure où ce sont désormais les recettes

issues des activités hospitalières qui vont déterminer les dépenses et non l'inverse. Bref, ce n'est plus la fin, soigner les malades, qui justifie les moyens, le financement public, mais la « rentabilité », notion à priori contradictoire avec tout esprit de service public. Il faut donc être rentable et concurrentiel et, pour ce, faire des économies.

À ce propos, le Journal interne n° 28 du Centre hospitalier Bernard-Desplas de Bourgneuf est édifiant. Les financements proposés par les organismes publics de tutelle de l'établissement sont, en gros, inférieurs de 200 000 € par an aux besoins réels, à ce train en 2013 l'hôpital risque de se trouver en « faillite ». Lors d'une réunion d'encadrement général, la direction a proposé toute une liste de mesures d'économies se terminant par : - le débranchement systématique d'un néon sur deux, - l'installation de robinets brise-

jets, - la réorganisation des effectifs !

Combien faudra-t-il briser de jets et combien de siècles d'économies d'électricité pour compenser un trou cumulatif de 200 000 € par an ? Tout cela est risible quand on sait que le poste de dépense principal est le personnel. Dans les hypothèses proposées le personnel vient après les brise-jets mais on peut gager qu'il sera le premier à la fête quand il faudra vraiment boucher le trou. D'ailleurs la fin du compte rendu de cette réunion ne laisse pas trop d'illusions.

Afin de réduire les dépenses, et on sait que le premier poste de dépenses est le personnel, de nouvelles organisations doivent être mises en œuvre. Il ne s'agit pas de retirer des effectifs au pied du lit, car le patient occupe une place centrale. Mais si l'établissement n'a pas suffisamment de recettes, il ne pourra pas mettre de dépenses en face, T2A oblige. "

Et si les galeries marchandes poussaient comme des champignons à Guéret ?

LA GRANDE DISTRIBUTION se porte bien à Guéret !... C'est peut-être la seule ? S'il est un secteur qui recrute, c'est bien celui-là ! Elle embauche et débauche à tour de bras. Une seule règle pour y entrer – et pas forcément y rester - ne pas avoir peur du travail... ne pas avoir peur... pas peur ! Tout un programme.

Pas moins de sept enseignes différentes pour satisfaire une population proche de l'asphyxie si l'on calcule le rapport grande surface par habitant. Il faut distinguer parmi les grandes surfaces celles qui prennent des décisions et celles qui sont tributaires de leur groupe comme les supermarchés « discount ». Elles sont cependant toutes puissantes.

Il existe d'ores et déjà une galerie marchande, des zones commerciales. La nouveauté ? Me direz-vous. C'est un projet de construction à Guéret d'une galerie commerciale et la création de parking par l'enseigne Leclerc déjà implantée. Ce qui donne, oui, vous ne rêvez pas.... Quinze boutiques de plus ! Quelle aubaine !

Pour qui ? Les sauveurs de l'emploi – Combien de postes vont être créés ? Affaire à suivre.

Pourquoi ? L'argument maître : Il s'agit de récupérer toute la clientèle creusoise, insoumise (on le savait déjà) qui dès qu'elle le peut, part faire ses emplettes à Limoges ou à Montluçon. Une nouvelle loi bientôt pour obliger les gens à acheter dans leur supermarché de quartier !! Tous ceux qui consommeront les produits des agriculteurs du coin seront hors-la-loi. Du délire mais regardons de près tout autour de nous, nous nous retrouvons dans des cases de plus en plus restreintes. Pour exemple, dans certains métiers, il n'est pas possible de choisir sa mutuelle, il est obligatoire d'adhérer à Malakoff Médéric, dirigée par un frère Sarkozy... un exemple parmi tant d'autres. Les augmentations successives des prix des carburants auront peut-être à l'usure raison des consommateurs indéli-cats.

Rassurez-vous tout de même, il n'est cependant pas question de concurrence, cela va de soi. Les produits et activités proposés dans la galerie marchande ne sont pas les mêmes qu'en centre ville. Sic ! Attendons avec impatience de connaître le nom et l'activité des



enseignes sélectionnées... nous risquons d'être surpris.

Et pendant ce temps, le centre ville de Guéret continue lentement mais sûrement sa descente programmée vers le vide. Arpenter le centre ville de Guéret sans en ressortir déprimé... excepté un soir de fête de la musique, est un exploit.

Qu'en pensent les commerçants de Guéret ? Division : voilà le mot qui incarne leurs positions. Ou plutôt il y a ceux qui ne pensent pas et ceux qui ne sont pas d'accord – ils sont au nombre de cinq à avoir entamé un recours, c'est courageux ! Ils sont bien seuls.

J'ai rencontré l'un d'entre eux qui m'a indiqué qu'il existait deux unions des commerçants qui prouvent que l'entente n'est pas cordiale... la division est déjà par là. Il m'a parlé d'un autre temps, un temps où les commerçants s'unissaient pour faire vivre la ville. Il m'a montrée des photos de lui en habit d'autrefois devant des boutiques vivantes. Il en ressort une certaine joie de vivre. Mais maintenant, plus rien, « chacun pour soi » C'est tout juste s'ils se connaissent entre eux. Il faut dire que des boutiques ouvrent et disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues, le temps manque parfois... Le lien est rompu.

Et les consommateurs, qu'en pensent-ils ? Ce sont eux les privilégiés dans cette affaire Il serait intéressant de connaître la position de l'association des consommateurs de la Creuse – entre

parenthèses : si vous avez été contacté par eux pour donner votre avis, merci de contacter le journal.

Même si l'on a peu de chance de se tromper, si l'on parie sur le présumé gagnant, le plus fort, celui qui pourra se payer tous les meilleurs avocats... Par ailleurs si l'on se réfère à l'excellent ouvrage de Christian Jacquiau « Les Coullisses de la grande distribution », il est indiscutable que les dirigeants de ces établissements ne reculent devant rien et qu'ils sont à même de contourner les lois sans être jamais inquiétés – une fois en passant peut-être pour faire croire à une justice pour tous. Sommes-nous dupes ?



Si vous ne nous laissez pas rêver,
on ne vous laissera pas dormir

4 - monnaie de singe

Et les élus ? Une réunion publique en catimini de temps en temps. Selon monsieur le maire, dans le dernier édito de la ville, les commerçants sont des râleurs, tous les 10 ans, c'est récurrent, ils contestent. Et entre temps ? Ils s'accommodent. Ont-ils des raisons de s'inquiéter ? C'est peut-être de leur faute après tout ?

La ville de Guéret ne peut rien faire, elle n'a pas compétence en la matière, c'est bien dommage mais bien pratique. Et la Communauté de Communes de Guéret St-Vaury ? Apparemment oui. Qui est président de la Com Com ? Le maire de Guéret. Voilà qui peut faire réfléchir !

Le centre-ville de Guéret a été restructuré voilà quelques années. La topographie de la rue principale fait ressortir un certain relief. Manque de chance supplémentaire, la circulation des voitures dans cette rue est très réduite.

L'existence de parkings tout autour de cet axe en permet tout de même l'accès, bon, ils sont payants, encore pas de chance ! Quel est le problème ? Les gens ont envie de poser leur voiture « gratis » devant le magasin où ils vont se rendre et s'ils peuvent faire plusieurs boutiques en même temps, voilà qui pourra leur faire gagner du temps... de télé et par là même perdre un peu de... « temps de cerveau ». Je suis un peu dure, mais je parle du consommateur-cible ! Le conditionnement n'est pas que pour les sardines en boîte ! Il est bien là, tout le problème.

Nous sommes loin des débuts d'un certain Édouard Leclerc, breton, créateur de petits magasins où « acheter pauvre ». La machine a bien fonctionné. Elle a été bien huilée et continue de prendre en otage toute une population. Il était rusé le patriarche, déjà en 1964, pour obtenir le permis de construire d'un de ses supermarchés. Voici une petite anecdote racon-

tée par son fils « Au préfet du Finistère qui, affolé, apprit un jour la transformation en centre Leclerc d'un grand hangar agricole dont la demande de permis stipulait qu'il était destiné à la distribution de produits pour mammifères, l'épicier de Landerneau retourna innocemment la question : l'homme n'est-il pas le premier des mammifères ? Silence sur la ligne... le permis ne fut jamais contesté ! »⁽¹⁾

Oui l'homme est un mammifère, le premier ? Sûrement pas : nous sommes dans la chaîne alimentaire, comme les autres !

Le bilan aujourd'hui : les travaux de démolitions ont commencé, le recours est en cours, chacun reste chez soi...

1 « Les Couloirs de la grande distribution » de Christian Jacquiau aux éditions Albin Michel – page 208.

À quoi sert la monnaie

A quoi sert la monnaie ? Les classiques vous répondront qu'elle est le moyen d'échange des richesses entre les acteurs économiques. Elle servirait, disent-ils, à mesurer la valeur, à la conserver et à différer les échanges dans le temps.

En réalité, les fonctions de la monnaie mises en avant masquent son véritable rôle, celui de nourriture perverse injectée par son premier détenteur dans le corps social pour, d'une part l'alimenter en énergie nécessaire à la transformation de l'effort individuel ou collectif en richesses et, d'autre part, drainer cette richesse sur le chemin du retour vers l'initiateur du processus.

On pourrait établir une analogie entre la monnaie et la nourriture que l'éleveur de poules pondeuses ou celui de vaches laitières déverse sous forme de granulés ou de farines mis à disposition de chacune de ses bêtes, en l'occurrence baptisées « unités de production », avant de récolter, en oeufs ou en lait, le fruit de l'exploitation des propriétés naturelles de l'animal.

Oui ! On peut dire que nous sommes les « unités de production » élevées par l'émetteur de cette monnaie qui remplace, pour l'exploitation des hommes, les granulés et les farines servis aux animaux et qui prolonge son chemin de retour en charriant vers son lieu de

départ, par le canal du marché, les richesses extraites de l'activité du cheptel.

En résumé, la monnaie, c'est aujourd'hui l'instrument « civilisé » de l'asservissement des humains. C'est le nectar-drogue déversé dans le système circulatoire du grand corps des travailleurs pour en capter le meilleur. C'est ce qui a remplacé l'épée, la religion ou le fouet pour amener le peuple à « coopérer » avec ses maîtres à la réalisation de leurs objectifs de domination. Retrouver la liberté, la dignité, le plaisir de vivre ensemble, ça commence par se battre pour la réappropriation citoyenne du privilège d'émission de la monnaie. Et ça continue par la volonté affirmée d'en changer la nature et les propriétés, voire de la supprimer pour la remplacer par d'autres outils plus adaptés aux conditions de notre époque.

Comme le dit très bien l'adage populaire : « La monnaie, c'est le nerf de la guerre ! » Ne serait-ce pas là une raison suffisante pour faire de sa remise en cause le préalable « incontournable » à l'examen des modalités d'une politique de paix ? Ne devrait-elle pas figurer à l'article premier de tout projet visant à l'amélioration de la condition humaine, quels qu'en soient les porteurs ?

MARC GROUSSAIN



L'économie est malade, qu'elle crève !

Expert ou contre-expert

Dominique Bergot est ingénieur dans le domaine de la radio-protection, et il a été inspecteur des mines de la région Limousin pendant plusieurs années. Début 2011, son contrat avec la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ex-DRIRE) n'a pas été renouvelé et il travaille aujourd'hui sur d'autres sujets. À titre personnel, il mène une réflexion sur la science, la technique et leurs rapports au pouvoir ; les mines d'uranium qui sont sous nos pieds fournissent un ancrage concret à cette réflexion.

Qu'en est-il de l'exploitation minière de l'uranium en Limousin ?

Je ne pense pas qu'une reprise de cette exploitation soit à l'ordre du jour. C'étaient des gisements relativement pauvres et petits et tout ce qui devait être gratté l'a été. En cinquante ans d'exploitation, on a sorti 36000 tonnes « d'uranium métal » qui sert à la fabrication du combustible, à l'échelle actuelle ça représenterait moins de trois ans des besoins français pour les centrales existantes. Lorsque l'exploitation a commencé en Limousin, en 1948, c'était essentiellement dans une perspective militaire. À partir des années 50 des petits réacteurs ont commencé à être développés, fonctionnant avec de l'uranium français. C'est une filière qui a été abandonnée assez vite, notamment lorsque Messmer en 1973 a pris la décision de lancer un grand parc électro-nucléaire, au bénéfice d'une filière américaine (Westinghouse). Dès que le parc a grossi on est allé chercher l'uranium ailleurs, comme au Gabon ou au Niger.

Donc l'histoire de l'autosuffisance française c'est du bidon ?

C'était vrai en 1973, mais maintenant y-a-t-il un avenir pour la filière nucléaire en France? Quelques faits me laissent perplexe.

La plupart des pays européens sortent du nucléaire ; au niveau international la demande en uranium métal n'est pas couverte par la production ; malgré cela, le cours de l'uranium a été divisé par 3 entre 2007 et 2011 et il n'y a plus beaucoup de grands projets uranifères dans les tiroirs ; enfin, les grands groupes nucléaires prennent position sur des appels d'offre de plusieurs milliards d'euros dans l'éolien off-shore ; faut-il en conclure qu'en dépit d'un discours volontariste sur « la relance du nucléaire », les industriels et les financiers ont déjà les yeux ailleurs ? Des chiffres récents de l'agence internationale de l'énergie ne montrent pas à l'horizon 2030 une augmentation du parc mondial de réacteurs, en gros les réacteurs qui vont s'ouvrir en Chine, en Inde,

au Brésil ou ailleurs vont compenser ceux qui vont fermer dans les pays déjà équipés et on va rester à 400 réacteurs en tout dans le monde.

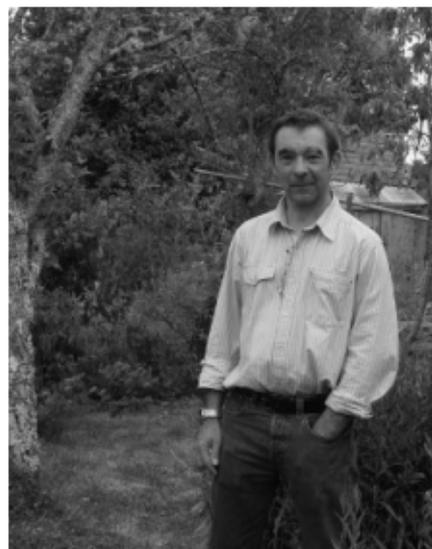
Les fermer c'est une chose, mais qu'en est-il du démantèlement ?

De nombreux réacteurs ont été fermés, mais démantelés, rendus à l'herbe, je n'en connais pas beaucoup. Si on prend l'exemple de Brennilis en Bretagne, cette petite centrale a fonctionné de 1965 à 1985. Depuis 1985 elle est en cours de démantèlement et ce n'est pas prévu d'être fini avant 2020 / 2025 : 20 ans de fonctionnement et 45 ans de démantèlement ! Il n'est pas sûr qu'il y ait quelque-part dans le monde un savoir-faire complet pour démanteler rapidement une centrale.

En Limousin il y avait aussi des projets d'enfouissement.

Cela pose le problème général des déchets nucléaires et de leur devenir. Dans les années 1970, quand on a lancé le grand programme nucléaire, on s'est dit, d'ici vingt ans la science nous trouvera une solution. Vingt ans après, en 1991, on ne savait toujours pas faire, une première loi est passée pour augmenter les recherches dans le domaine de l'enfouissement des déchets, créant l'Andra (Agence nationale pour les déchets radioactifs), et se donnant quinze ans pour avoir une solution. Quinze ans après, en 2006, il n'y a toujours pas de solution, on vote une deuxième loi pour accélérer les recherches, la seule initiative concrète est la création d'un laboratoire d'étude à Bure dans la Meuse. Même si ce peut être un alibi pour débiter l'enfouissement, les premiers colis radioactifs ne devraient pas y arriver avant 2025. On bute toujours sur la fin de la filière.

Dans ce cadre une prospection a été faite sur l'ensemble du territoire pour trouver des terrains propices à l'enfouissement, en particulier en Creuse, mais il ne suffit pas de trouver le terrain propice, il faut aussi que la population l'accepte, ce qui n'a pas été le cas. À Bure de l'argent a dû être distribué à droite et à gauche pour faire accepter le projet.



Et le stockage à Bessines ?

Pour faire du combustible à partir de l'uranium, on extrait l'uranium des mines, puis on le purifie dans une usine située dans l'Aude. Ensuite pour faire du combustible nucléaire, il faut l'enrichir dans un des isotopes qui est l'uranium 235, cela se fait à l'usine Eurodif située dans la Drôme. Le sous-produit de cette opération est de l'uranium appauvri. Il y a un stockage de cet uranium appauvri à côté de l'usine et un second stockage est situé à Bessines en Haute-Vienne. Ce stockage y a été implanté en contrepartie de la fermeture par Cogema des dernières grandes mines de Comptreignac. L'entreposage d'uranium appauvri de Bessines a fait l'objet d'une autorisation pour 200 000 tonnes en 1995, pour une durée de 20 ans. L'enquête publique menée à l'époque avait pourtant été négative. Aujourd'hui, cet entreposage est à environ 60 % de sa capacité (soit environ 120 000 tonnes) et emploie 2 personnes, dans l'attente d'une éventuelle réutilisation de l'uranium appauvri. Cet uranium appauvri peut être utilisé pour ses qualités physiques, c'est un matériau très dense, très dur, par exemple pour faire des quilles de bateau ou des têtes d'obus, comme celles utilisées en Irak, sans qu'on sache bien quelles en sont les conséquences quand c'est pulvérisé sur un champ de bataille. Mais son usage principal, retenu par la

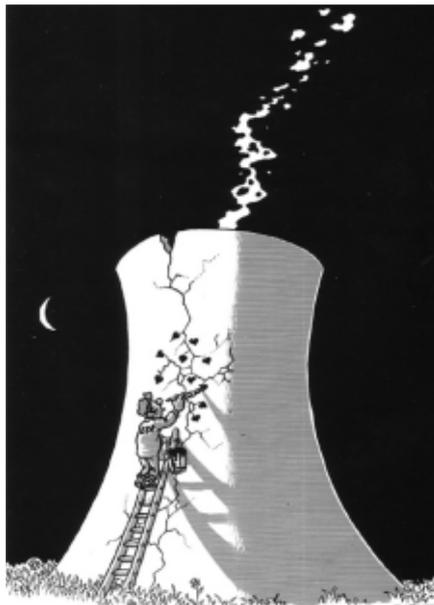


6 - mauvaises fréquentations

filière nucléaire, c'est de l'utiliser comme couverture dans des surgénérateurs de type Super-phénix. Il se trouve qu'aucun surgénérateur n'est en service. Chirac avait annoncé un démonstrateur pour 2020 ; est-ce que dans le climat nucléaire actuel ces perspectives seront maintenues ? Il sera donc intéressant d'observer l'attitude des industriels et des pouvoirs publics lors du renouvellement de l'autorisation en 2015.

Il y a deux ou trois autres petites unités industrielles. Un laboratoire a fait l'objet d'une plainte de la part de « Sources et rivières du Limousin », parce que ces installations seraient exploités sans autorisation. Il y a aussi une filiale américaine d'Areva qui vient de lancer une installation « à usage médical » ; la lutte contre le cancer est très porteuse. Mais qu'en est-il ? Il s'agit d'une installation de radiochimie qui purifiera du thorium radioactif pour en extraire du plomb radioactif, qui sera expédié aux États-Unis pour des essais médicaux. J'ai lu dans la presse que l'installation procurerait 300 emplois à la région ; mais le dossier mis à l'enquête publique n'en mentionnait que 3. Il y a sans doute eu confusion entre le chantier de quelques mois et le fonctionnement de l'installation en routine. De plus, cette installation va générer des rejets gazeux radioactifs ; à ma connaissance, ces rejets gazeux n'ont pas fait l'objet d'une expertise environnementale ou sanitaire indépendante.

Il y a une chose dont on parle moins, et qui me semble très importante, c'est la filialisation des mines d'uranium. Cette filialisation a été annoncée en juin 2010 par le Conseil de politique nucléaire (ce conseil est présidé par le président de la république et prend les décisions stratégiques pour la filière) et confirmée le 21 février 2011. Il s'agit de placer l'activité minière d'Areva dans une nouvelle société, avec des actionnaires privés (dont vraisemblablement EDF). Si on crée une filiale c'est bien pour mettre en dehors de la société mère, or dans une filiale privée on regarde un peu plus les comptes que dans une entreprise détenue à 87 % par l'État. Ce qui risque de se passer c'est qu'on regarde d'un côté les mines actives, au Niger, au Kazakhstan ou ailleurs, qui sont rentables, et d'un autre côté les mines fermées, comme ici, qui ne rapportent rien et qu'on décide de s'en débarrasser dans une sous-filiale par exemple. Le risque étant qu'une filiale ne faisant aucun bénéfice fasse faillite et qu'on rende tout à l'État. Qui va assumer la charge des anciennes mines ? Pour l'instant c'est Areva, mais les concessions



vont arriver à expiration en 2018, elles seront alors rendues à l'État qui en assurera l'entière responsabilité. Ce que j'ai pu voir, quand j'étais inspecteur, c'est qu'on pouvait demander des comptes sur l'environnement ou la tenue des galeries à Areva pour les mines qui en dépendaient, mais que c'était beaucoup plus difficile d'en demander à l'État. En effet, l'intervention de l'État se borne à la mise en sécurité, comme c'est le cas actuellement à Lavaveix-les-mines, l'État n'est pas un opérateur minier. Quand les mines seront rendues à l'État la situation risque de se dégrader. Le code minier est conçu pour que des opérateurs puissent exploiter le sous-sol, en tirer le maximum, boucher le trou et rendre le bébé à l'État. Le souci avec la filialisation, si elle a lieu dès cette année, c'est que plein de travaux qui devaient être faits ne le soient pas. Ma crainte, mais elle n'engage que moi, est que les collectivités territoriales - dont bon nombre de petites communes rurales disposant de peu de ressources - soient mises à contribution pour gérer « l'héritage ».

Il y a encore aujourd'hui une pollution considérable ?

Il s'agit essentiellement de pollution des eaux, et je ne sais pas s'il est vraiment possible de régler ce problème. Des possibilités existent, par exemple traiter les eaux qui sortent des mines avant de les rejeter dans le milieu naturel, mais si pour les traiter on doit rajouter des tonnes de produits chimiques, ça pose un autre problème.

Le Taurion qui passe dans des fonds de mines, ne peut-on le détourner ?

Détourner des cours d'eau n'est pas évident car cela aurait un impact écologique important (vie aquatique, réseaux

hydrologiques). Il est possible, dans certains cas, de recouvrir les tas de résidus miniers avec une couche d'argile, comme on le fait sur les décharges d'ordures ménagères, pour éviter que l'eau traverse et se charge de produits dangereux. Mais ça ne va pas résoudre tous les problèmes. Il y a environ 70 mines couvrant environ 5000 hectares. Le confinement de certaines zones, la création de no man's land, est aussi une solution de pis-aller qui ne règle pas les problèmes de pollution des eaux. L'exploitation minière s'inscrit dans une géographie, les incidences sont à l'échelle d'un bassin versant, voire de plusieurs, c'est beaucoup plus complexe qu'une installation industrielle.

Abordons la question de l'impact sanitaire

Quand les mines ont été ouvertes aucune étude d'impact sanitaire n'a été effectuée car le code minier ne l'impose pas. En revanche, elles sont menées lors d'une demande d'autorisation pour une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). Ces études sont réalisées par l'industriel lui-même à partir notamment des rejets de l'installation et de scénarii relatifs au mode de vie des riverains : temps passé à proximité, habitudes alimentaires, etc. Quelques études ponctuelles de ce type ont été menées.

On peut faire 2 reproches à ces études : elles sont réalisées à un « instant t » et à partir d'hypothèses, qui sont par nature discutables et sans se projeter à 10, 50 ou 100 ans ; l'administration ne demande pas systématiquement une contre-expertise. Une telle étude peut conclure qu'il n'y a aucun impact sanitaire alors que simplement on ne les a pas vus, et vingt ans plus tard quand on voudra réaliser un autre projet sur le site on ne fera pas d'étude puisqu'il n'y avait aucun impact sanitaire. C'est comme ça qu'on se retrouve avec des réutilisations de sites miniers problématiques, comme par exemple la création d'un centre de loisirs sur le plan d'eau de Gouzou.

En ce qui concerne l'évaluation sanitaire (l'état de santé des populations), des outils existent, comme les études épidémiologiques. Aucune étude de grande ampleur n'a été réalisée autour des mines d'uranium, mais un laboratoire universitaire de Limoges a mené une étude « géographique » (consultable sur internet) sur la répartition des cancers en Haute-Vienne, qui met en évidence trois zones de surmortalité dans le département : Bessines, Limoges et un axe St-Yrieix / Brive. Mais cette étude ne permet pas d'attribuer explicitement une cause à cette sur-incidence et ignore le

degré de validité de ce travail ni quelle suite lui sera donnée.

Et pour les travailleurs ?

Les travailleurs sont mieux suivis. Les 5000 mineurs qui ont été au fond en France ont fait l'objet d'études épidémiologiques particulières montrant des excès de cancer du poumon attribués au radon (taux de mortalité un fois et demie à deux fois supérieure aux non-mineurs).

Les normes d'exposition des travailleurs du nucléaire sont supérieures à celle de la population car on considère que les travailleurs tirent un bénéfice financier de leur activité et qu'ils ont un suivi médical adapté, un certain nombre de cancers étant reconnus comme maladies professionnelles. Mais seuls les mineurs, ceux qui ont travaillé au moins un an au fond, ont été suivis, les transporteurs de bennes de déchets par exemple ne font pas l'objet de ces études.

Selon les études les morts liés à Tchernobyl s'élèvent entre 4000 (chiffre officiel) et 1 million ! Nous pourrions aussi parler des normes.

Pour établir une norme de rejets radioactifs par exemple, on s'appuie sur des travaux scientifiques étudiant le risque associé à tel ou tel polluant. Puis on va déterminer quel est le risque acceptable pour la population. Et là on n'est plus dans la science mais dans la politique pure et selon où l'on place le niveau de risque acceptable on peut arriver à faire accepter l'inacceptable. La norme n'est pas un fait scientifique et il nous est possible de remettre en cause le risque « acceptable » qui nous est imposé. Cet aspect politique de la norme apparaît bien dans des accidents comme celui de Fukushima où l'État Japonais vient d'augmenter les doses de radioactivité acceptables pour les populations.

Tout cela pose le problème de la crédibilité des « experts ».

Quel est le champ de compétence des experts ? Uniquement ce qui est scientifique et technique, mais lorsqu'on s'intéresse aux mines d'uranium on aborde aussi le politique, le social, voire l'esthétique. Quelle est l'ampleur de son savoir ? Si on disait à un expert « vous dites qu'il n'y a aucun risque sanitaire auprès de telle mine. Vous engagez-vous personnellement à prendre une part de responsabilité si des problèmes surviennent ? » Il se défilerait sans doute en disant « il s'agit d'hypothèses, je ne peux rien avancer avec certitude ». Il n'y a aucune raison d'attribuer une légitimité particulière aux experts. Une pensée philosophique éclaire bien cette question « ce n'est pas parce que Platon l'a dit que c'est

vrai, c'est parce que c'est vrai que Platon l'a dit » ; or, avec les experts, on procède à l'inverse ; on accorde trop souvent crédit à l'expert pour ce qu'il est plutôt que pour ce qu'il dit ou ce qu'il fait.

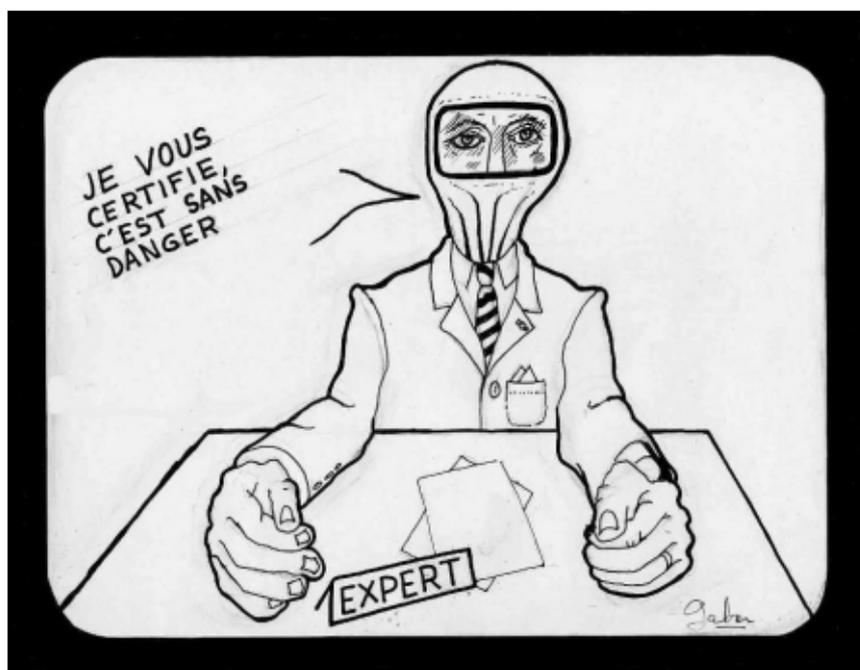
Cela pose la question des laboratoires indépendants comme la Criirad ou l'Acro.

Ces laboratoires sont reconnus, scientifiquement et techniquement, y compris par l'industrie nucléaire. Une mesure faite par la Criirad vaut une mesure faite par EDF. Mais accepter de se placer sur le terrain scientifique signifie parler le même langage, se battre becquerel contre becquerel et rester entre spécialistes. J'ai assisté à des discussions entre la Criirad

En plus il faut absolument avoir un consensus, sous-entendu un consensus technique. Ce qui est, d'une part, loin d'être évident scientifiquement ou techniquement et, d'autre part, très réducteur si on exclut les considérations politiques, sociales, et autres.

On peut décider collectivement et socialement qu'on ne veut pas d'OGM sans recourir à aucun expert, on est au cœur d'un choix politique.

De même, on peut vouloir une autre société, moins gourmande en électricité, avec des moyens de production plus petits. Mais face aux mines on est devant un fait accompli, il faut décider collecti-



et Areva, on reste en dehors de la controverse, on ne peut pas intervenir. Il n'y a rien de plus anti-productif que de se placer sur ce terrain sans le maîtriser convenablement. J'ai trop souvent vu des militants sincères repartir « la queue entre les jambes » pour s'être aventurés dans des considérations approximatives. Par contre si on se borne à poser les bonnes questions, on quitte vite le champ de la technique, si on demande « est-ce dangereux ? », on va quitter les becquerels pour arriver à la questions des normes acceptables et là on retourne au champ politique.

On est dans un monde où on élimine toute question politique pour la traiter d'un point de vue technique : aujourd'hui on se polarise sur le taux de CO² dans l'air et on évacue toute la question politique des besoins en énergie pour quel type de société.

vement ce qu'on veut en faire, et c'est alors qu'on fait appel à l'expert, simplement pour régler les problèmes techniques posés par notre choix.

Paul Feyerabend ⁽¹⁾ dit, un peu rapidement, pour faire réagir, que la science, l'astrologie ou le vaudou c'est à peu près la même chose. C'est le seul théoricien d'une épistémologie anarchiste.

Il met en évidence les rapport entre la science, la technique et le pouvoir, qui sont au cœur de nos problèmes.

À l'époque des lumières on a cru tuer Dieu et le Roi, mais on a mis à la place l'argent comme dieu et la science comme roi.

1. Paul Feyerabend, *Contre la méthode, esquisse anarchiste de la connaissance*, Seuil, 2007.

8 - irradiation générale

Une scission au Réseau sortir du nucléaire

NOUS VENONS D'APPRENDRE qu'une scission a eu lieu récemment au sein du *Réseau sortir du nucléaire*. Une quinzaine de groupes, sur les 90 groupes locaux « non-institutionnels » adhérents, a quitté le *Réseau* pour se constituer en coordination « Stop-nucléaire ».

Peu après le début de la catastrophe de Fukushima, certains groupes du *Réseau* avaient réclamé une re-discussion formelle, au niveau national, de la question de l'échéance revendiquée pour l'arrêt du nucléaire : immédiat ou différé ? Cette discussion ayant été empêchée, la conclusion en fut tirée par ces groupes qui se séparèrent du *Réseau*.

Cette question de l'échéance est cruciale : réclamer, comme le font le *Réseau* ou *Greenpeace* (ou bien sûr *les Verts*) une sortie en 10, 20, 30 ans ou davantage, est d'autant plus irresponsable que Fukushima est venu rappeler, à ceux qui l'avaient oublié, les incontrôlables conséquences d'une catastrophe nucléaire – et a démontré également qu'une telle catastrophe peut arriver à tout moment et partout puisqu'elle s'est bien produite dans l'un des pays les plus modernes et sophistiqués du monde.

Rappelons enfin que le nucléaire industriel n'est exploité massivement que depuis une quarantaine d'année : un arrêt ainsi différé revient tout simplement à doubler la durée de vie actuelle de la « filière nucléaire », avec tout ce que cela implique : dans quel état sera le monde d'ici-là ?

Une promesse de sortie différée est dérisoire : même les « socialistes » français (qui furent toujours d'ardents promoteurs de l'Atome) peuvent désormais se montrer complaisant avec cette perspective (voir la déclaration de Martine Aubry ce 21 mars, dans *Le Monde* du 6 avril).

Une telle promesse n'est pas trop audacieuse puisque les réserves mondiales d'uranium seront vraisemblablement épuisées dans 40 ans, et qu'il n'existe aucune alternative technique (nucléaire) crédible. Cela dit sans même parler des problèmes que semblent rencontrer aujourd'hui les projets de nouvelles centrales, pour trouver des financements à leur démesure.

Comme le résumait ce vieux guignol de Cohn-Bendit, il n'y a donc qu'à laisser « les centrales s'éteindre petit à petit » (*Libération* du 18 mars) : et le nucléaire s'arrêtera paisiblement de lui-même dans 40 ans, sans trop de fatigue ni de conflit. Par une heureuse coïncidence, il s'agit

« précisément », d'après les promoteurs des énergies renouvelables, du délai nécessaire pour que ces énergies puissent prendre le relais du nucléaire (voir l'article du *Creuse-citron* 21). Un vrai conte de Noël, bardé d'éoliennes, de panneaux solaires et autres néo-marchandises économes.

D'ici là nous aurons eu tout le temps de subir quelques nouveaux Tchernobyl - Fukushima, etc. un peu partout (ces machineries vieillissent si mal), à Civaux, par exemple (80 km de Limoges). Le seul épisode de sécheresse actuel pourrait donner amplement l'occasion de l'une ou l'autre « gaffe regrettable » sur une centrale.

De telles menaces ne semblent pas suffisantes pour inciter nos contemporains à essayer d'intervenir. Quand la catastrophe se déclare ailleurs, comme au Japon, le sentiment général (informulé) semble être : « c'est dommage, mais tant pis pour eux. Nous avons eu de la chance ; pourvu que ça dure ». Il est si tentant et si facile de penser à autre chose, de se rassurer à bon compte avec les innombrables mensonges mis à la disposition du public. Et si la chance tourne et que cela arrive ici (ce qui est bien probable), et bien, il sera trop tard.

Sur ce point et sur d'autres, la « représentativité » auto-proclamée (ou plutôt proclamée par les médias) du *Réseau sortir du nucléaire* est une véritable chape de plomb, défavorable à la réapparition d'une opposition au nucléaire plus conséquente, dotée d'un peu de vie et d'idée (voir *Creuse-Citron* 12, 13).

Elle dissimule notamment notre faiblesse actuelle, et empêche par conséquent de la combattre, en s'appuyant sur des bases renouvelées, peut-être limitées, mais au moins réelles. (Combien des groupes adhérents du *Réseau* ont une existence autre que purement virtuelle, se limitant à adhésions, pétitions et autres produits dérivés, etc ?).

L'obsession du consensus, la peur de toute contradiction, de tout conflit, si

caractéristique de notre époque, a ici les mêmes conséquences que partout. Elle n'est pas la preuve d'un plus grand « réalisme », et ne débouche pas sur une plus grande « efficacité » : au contraire elle conduit à l'aveuglement le plus complet, et à une inefficacité remarquable (sauf, bien sûr, pour ceux qui font leur beurre et leur carrière avec).

Quelques groupes locaux indépendants, nouvellement constitués après Fukushima (notamment en Saône-et-Loire et dans le Sud-est, mais pas en Limousin pour l'instant) ont en tout cas manifesté une existence réelle, qui contraste avec le vide misérable du *Réseau* au même moment, malgré ses permanents, ses moyens, ses relais médiatiques, ses adhérents théoriques nombreux, etc.

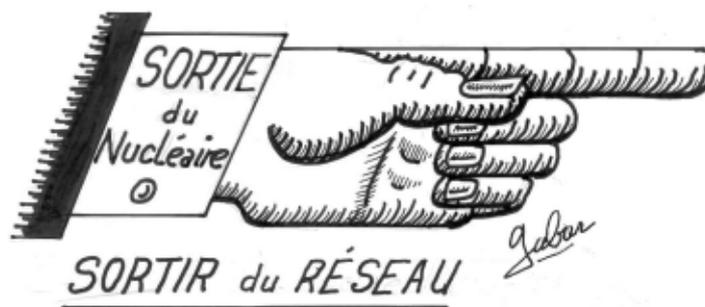
Cette scission pourrait donc constituer une bonne nouvelle, si elle signifie que des petits groupes de gens ont décidé de réessayer de faire entendre leur propre voix : de penser et d'agir par eux même contre le nucléaire. Aussi difficile que soit ce chemin, c'est bien le seul qui puisse déboucher sur un quelconque avenir.

La base minimale, à mon avis, pour que l'on puisse essayer de discuter - quelles que soient par ailleurs les divergences - me semble donc être la perspective de l'arrêt immédiat et inconditionnel du nucléaire sous toutes ses formes, ainsi que, bien sûr, l'attachement à l'indépendance, à l'autonomie, et à un fonctionnement authentiquement démocratique.

S'il était défendu avec suffisamment de fermeté et de lucidité, ce seul programme conduirait aujourd'hui inévitablement assez loin, sur tous les sujets.

CÉDRIC

P.S. : Pour éviter les malentendus précisons qu'un arrêt immédiat n'est pas un arrêt instantané (techniquement impossible, particulièrement en France), mais un arrêt très rapide (disons complet en 3 ou 5 ans) qui pour être effectif



impliquerait de prendre immédiatement toutes les mesures de transformations sociales nécessaires. À la fois la réduction drastique de la consommation électrique sociale d'ensemble (ce qui est bien différent de la modification des comportements individuels des consommateurs), et le lancement de la production de remplacement nécessaire, effectivement praticable aujourd'hui (essentiellement à base d'énergies fossiles).

L'évocation des énergies fossiles est beaucoup moins séduisante que le conte à dormir debout des énergies renouvelables, cité plus haut. Cet inévitable

recours transitoire au charbon laisserait effectivement entiers les immenses problèmes sociaux, politiques, humains, et notamment écologiques, de notre temps (il nous libérerait seulement, à peu près, de la « glaciation nucléaire », ce qui n'est pas rien). Car, ce n'est qu'en assumant ces problèmes ouvertement par une remise en cause politique globale, que l'on pourrait, peut-être, commencer à les discuter et à les résoudre.

Si nous avons la chance de voir un programme d'arrêt immédiat être imposé par un mouvement social, ce ne serait pas la

fin, mais bien le début de nombreux problèmes, donc de nombreux choix, certes techniques, mais surtout sociaux et politiques. Quels sont nos besoins réels ? Comment voulons-nous les satisfaire ? Bref, quelle vie voulons-nous vivre ? La poursuite de l'industrie nucléaire pendant encore des décennies, quant à elle, ne laisse d'autre choix, d'autre liberté, que celle de la gestion, inhumaine et mécanique, de la mort programmée.

Contact de la coordination naissante : stop.nucleaire@yahoo.fr – 0682451389

LA FIN DU NUCLEAIRE ?

EN ALLEMAGNE, au lendemain de la catastrophe de Fukushima, 8 réacteurs nucléaires sur les 17 existants, les plus anciens, ont été stoppés. (ce qui représente environ 20% de la production d'électricité nucléaire du pays).

Ensuite, la Chancelière allemande, Angela Merkel, de plus en plein G8 à Deauville, a annoncé l'arrêt définitif de toutes les centrales nucléaires allemandes à l'horizon de 2022.

Même si les anti-nucléaires allemands énonçaient une sortie possible dès 2017 (voire même 2015), c'est quand même une assez bonne nouvelle.

(il est clair que le mouvement anti-nucléaire allemand a toujours été beaucoup plus radical et combatif que celui de France et ce fait a du peser très certainement dans la prise de décision ; dès le lendemain de l'accident de Fukushima, des dizaines de milliers de gens étaient déjà mobilisés en Allemagne ; en France, presque personne).

Il faut également savoir que l'Italie, par référendum, et à 94%, a décidé de sortir du nucléaire définitivement vers 2030 ; la Suisse en 2034. La Pologne, suite à la décision allemande, envisage de faire de même.

Le Danemark, la Norvège et l'Irlande ont interdit le recours au nucléaire dans leur loi ; l'Autriche, suite à un référendum, l'a même banni dans sa Constitution !

Par contre en France, c'est pas du tout la même musique bien évidemment puisque la France est le triste fleuron de l'industrie nucléaire dans le monde, notamment avec AREVA. Le gouvernement français actuel a d'ailleurs été estomaqué et choqué par la décision allemande. Parce que ça signifie très clairement le discrédit du nucléaire, du moins à l'échelle européenne, la peur légitime de celui-ci ! La France ayant basée environ 80%

de sa production d'électricité sur cette énergie, les nucléocrates et l'Etat français se prennent en quelque sorte un revers idéologique et technique à ce niveau. [De plus, malgré les 58 réacteurs nucléaires français, réacteurs imposés autoritairement à la population depuis les débuts du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) juste après la Seconde Guerre mondiale, la France est obligée d'acheter quand même de l'électricité à l'Espagne ou à... l'Allemagne !].

Quelques Conseils Généraux (notamment celui d'Auvergne et celui du Nord-Pas-de-Calais) ont voté néanmoins des motions allant dans le sens de l'arrêt du nucléaire en France.

Après Tchernobyl et maintenant Fukushima (quid des récents problèmes techniques de la centrale nucléaire de Paluel en Haute-Normandie, du Tricastin (incendie), à La Hague, etc...) la France donc continue à s'entêter dans l'industrie mortifère nucléaire alors qu'un nombre conséquent de pays européens autour viennent de prendre la décision d'arrêter. (certes pas totalement immédiatement mais quand même).

En France, il est question de prolonger la durée de vie des centrales existantes de 10 ou 20 ans, voire d'en construire encore des nouvelles ! [Le même "syndrome" aux Etats-Unis semble en vigueur, malgré l'inondation actuelle d'une centrale dans le Missouri (Fort Calhoun) ou bien l'incendie monstre qui menace Los Alamos près de Santa-Fé. Los Alamos, le plus grand site atomique américain, bourré de plutonium notamment et tristement célèbre pour avoir concocté les premières bombes A qui ont explosé à Hiroshima et Nagasaki.]

La France restera-t-elle le dernier pays européen à s'accrocher à ses centrales nucléaires ? C'est semble-t-il prévisible tant elle est engluée par le lobby nucléocrate.

Et tant qu'également aussi le mouvement anti-nucléaire français restera aussi faible.

À moins qu'un accident majeur se produise sur le territoire prochainement... mais là, ça risque d'être trop tard pour tout le monde !

Alors qu'actuellement, au moins 3 coeurs de réacteurs nucléaires à Fukushima sont percés, que le nuage de Fukushima a déjà contaminé fortement le Japon et une partie des USA ainsi que l'océan Pacifique, qu'en France une ou des centrales peuvent péter à n'importe quel moment... (On recense presque chaque jour des dysfonctionnements nouveaux ; une partie du parc nucléaire français est situé sur des failles sismiques, etc...) ces trois gouvernements, à la botte des nucléocrates, veulent continuer coûte que coûte l'industrie nucléaire ! Et polluer le monde !

CIVIL OU MILITAIRE
À BAS LE NUCLEAIRE !

ALAYN DROPSY



10 - bobines rebelles 2011

Bilan et questions après démontage

Malgré un temps froid et pluvieux, la quatrième édition du festival Bobines rebelles a été un succès. Trois cents participants, deux cents repas servis le soir, nous atteignons les limites des capacités d'accueil du lieu. Dès 10 heures du matin les salles de projections étaient pleines. Un public très varié avec tous les âges représentés. Les débats, dans un chapiteau dédié, ont attiré plus de monde que l'année précédente. La pratique du prix libre, tant pour l'accès que pour les repas, qui nous tient à cœur, a encore démontré son bien fondé : ceux qui ont donné plus ont permis à ceux qui n'avaient rien ou presque rien d'en profiter comme tout le monde. Le solde financier étant positif, nous avons pu redistribuer de l'argent aux réalisateurs qui nous avaient permis de passer leurs films sans exiger de droits. Nous avons fait la preuve, une fois de plus, qu'on pouvait organiser une manifestation sans être tributaires d'aucune subvention.

Le cinéaste Peter Watkins nous a envoyé une lettre ouverte que nous publions ci-dessous, complétée d'éléments de réponse.

La crise des médias lettre ouverte de Peter Watkins

Je souhaiterais adresser plusieurs questions aux organisateurs du festival de films documentaires « Bobines Rebelles », qui se déroulera en Creuse les 17 / 18 juin, aux réalisateurs de films qui montreront leur travail et aux spectateurs qui y assisteront.

Est-ce que votre programme comporte une discussion publique sur la crise des médias ?

Le terme "crise des médias" concerne ce que j'appelle la "Monoforme", la forme standardisée de la TV dans sa globalité et dans la plupart des films de cinéma et documentaires produits aujourd'hui. Cette Monoforme est caractérisée par certaines - ou toutes - les techniques suivantes : édition (montage) de plus en plus rapide, son explosif et souvent agressif, brefs extraits d'entretien ("sound bites"), fond musical pour élever la tension, caméra en mouvement incessant, commentaire hiérarchique - le tout enfermé dans la structure narrative d'Hollywood. Ce type de langage est complètement uniforme, c'est-à-dire qu'il est sans cesse répété, quel que soit le sujet.

Comme je l'ai souvent écrit au cours des années passées, la Monoforme a créé une relation hiérarchique et manipulatrice avec le public. Non seulement la Monoforme a éliminé fondamentalement toute exploration des innombrables possibilités inhérentes à la fluidité et à la complexité du cinéma, mais elle a aussi provoqué parmi de nombreux autres problèmes un déficit important de la capacité d'attention dans la société contempo-

raïne. Ceci a augmenté notre abstention de participation active et critique dans le processus politique et social, à une époque particulièrement dangereuse de corruption politique, d'exploitation économique et de perte sans cesse croissante des libertés civiles.

Cette crise est aussi aggravée par le fait que les mass médias audiovisuels (MMAV) sont devenus la principale force génératrice de surconsommation avec pour conséquence la dégradation environnementale de la planète.

Bien que beaucoup de films que vous montrez traitent de sujets intéressants et importants, cela ne veut pas dire que le film documentaire ne joue pas un rôle dans la crise des médias car nous ne discutons que rarement, si ce n'est jamais, du problème de la Monoforme.

C'est pourquoi ma question suivante est :

Avez-vous aussi l'intention de discuter de la forme de l'expression sous laquelle ces sujets / films sont présentés au public ?

Votre programme comprend environ 30 films en l'espace d'un soir et un jour

Ceci peut-il permettre le temps et le processus nécessaires à une discussion sur les thèmes de ces films, et sur la question de la Monoforme qui pourrait avoir été utilisée ?

Je pose ces questions car cet aspect du processus de communication audiovisuelle de masse figure rarement dans l'agenda des festivals de films ou nulle part ailleurs dans notre profession. Les projections de films et les discussions (quand elles existent) sur le style et le contenu, occultent totalement toute allu-

sion à la forme et au processus utilisés pour avoir un impact sur le public.

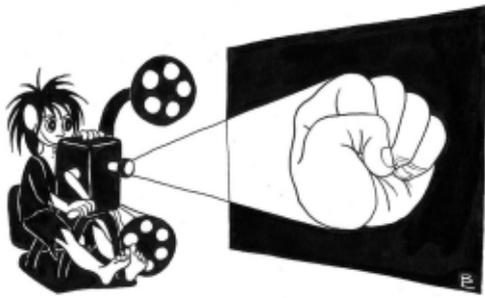
Au cours des dernières années une répression de plus en plus intense au sein des MMAV a abouti à ce que les autres formes alternatives de films ont été supplantées par la Monoforme. Cette répression a aussi abouti à une absence de tout débat critique sur la relation hiérarchique des MMAV avec le public, une situation qui a empiré du fait de la complicité des systèmes éducatifs, et la multiplication de leurs cours sur les médias qui présentent le cinéma et des films documentaires sous des couleurs séduisantes, enseignant en même temps la nécessité d'utiliser la Monoforme et la tension narrative (comme moyen impératif et incontournable) pour prendre les publics au piège.

La plupart des festivals de films - dont le but principal semble être de populariser le cinéma narratif et de vanter les films documentaires les plus récents - ont été également responsables du silence fait sur l'impact de la Monoforme et des problèmes que je décris ici.

Nous devons garder présent à l'esprit que la Monoforme est utilisée pour restreindre le temps laissé au public pour réfléchir au contenu de ce qu'il a sous les yeux. En ce sens la Monoforme a non seulement affecté le développement créatif des médias audio-visuels, mais encore elle a défini les paramètres du débat public - ou son absence.

Nous voyons le rôle du film de style monoforme où que nous regardions dans la société contemporaine. Par exemple il est utilisé dans l'enseignement supérieur





pour les programmes de formation longue à travers l'Internet, et par les ONG et autres organisations progressistes pour illustrer leurs intérêts - généralement sans la moindre référence à l'effet manipulateur (et souvent contreproductif) sur leurs publics.

Ces dernières années, cette crise a pris un nouveau visage sous la forme des sites Internet, des technologies et des pratiques telles que Facebook, les réseaux et médias sociaux, plate-formes trans-médias, Twitter, Condition One, iPads, textes SMS, Images MMS, etc.

La théorie triomphaliste derrière les ainsi-nommés "médias transversaux" ("cross-media") - en particulier dans la réalisation de films documentaires - est qu'une multitude de formes et contributions du public, parviendront à "démocratiser" les médias-audiovisuels, et apporteront une nouvelle dimension créative à la réalisation de films.

L'idée de l'implication du public est en elle-même extrêmement importante - j'ai toujours travaillé dans cette direction. Mais il y a des inquiétudes majeures quant aux motifs et l'idéologie qui peuvent se cacher derrière cette "révolution", et les pratiques professionnelles hiérarchisées s'y trouvent incluses (la Monoforme, le "pitching", l'utilisation de

cadres temporels standardisés - "l'horloge universelle", etc.), sans parler du désir parmi beaucoup des professionnels de tout voir en termes de spectacle, "racontant une bonne histoire" et de commerce.

Où réside la différence essentielle entre les médias transversaux et les formes plus anciennes, hiérarchisées, du documentaire ? Impliquer des publics plus nombreux dans la création des médias signifie-t-il que la production sera plus démocratique ?

Des milliards de gens ont regardé la TV manipulatrice, le cinéma et des films documentaires (en particulier ceux 'normalisés' par la TV), pendant des décennies, avec très peu de signes d'un débat critique. Des gens innombrables - le public et les médias professionnels - ont accepté et trouvé des excuses à la répression universelle des formes alternatives, pluralistes, de communication audiovisuelle et d'expression créative.

Ce n'est pas dire que l'utilisation de formes alternatives de médias qui impliquent activement le public ne pourrait être une voie très importante et plurielle pour défier les formes actuelles hiérarchisées du film documentaire. Mais elles ne pourront développer un processus de changement authentique qu'à la condition que nous soyons préparés à étudier la crise des médias

Devons-nous oublier maintenant que nous n'avons jamais débattu de façon critique de cette crise des médias, que nous avons permis à la Monoforme de passer de la TV et du cinéma à Internet, sans le

moindre débat critique ? Est-ce un tremplin pour un changement authentique ? Devons-nous ignorer le fait que les festivals de films documentaires qui annoncent maintenant la nouvelle révolution des médias transversaux, continuent aussi à promouvoir des sessions de "pitching" ?

Si nous n'autorisons pas un débat public critique et ouvert sur la standardisation du cinéma et de la TV (avec toutes ses implications antidémocratiques) comment pourrions-nous éviter de tomber dans le même piège avec les « médias transversaux » ? Et une « révolution » authentique dans les médias audiovisuels est-elle possible si nous continuons à épouser une structure socio-économique fondée sur l'exploitation économique, l'égoïsme individuel et le rejet de la collectivité ?

Je sais que beaucoup de gens de notre profession écartent mes préoccupations, mais je crois qu'il y en a d'autres qui les partagent. J'aimerais connaître l'opinion des organisateurs de festivals, de ceux qui ont fait l'expérience de la crise des médias et qui ont réfléchi sur la Monoforme et l'avenir des médias audiovisuels.

Pour de plus amples renseignements sur la crise des médias consultez, s'il vous plaît, mon site :

<http://pwatkins.mnsi.net/>

Meilleures salutations.

PETER WATKINS Felletin Juin 2011

Eléments de réponse

Est-ce que votre programme comporte une discussion publique sur la crise des médias ?

Non, nous n'avions pas prévu de discussion sur la crise des médias. Mais il est possible que des réalisateurs ou des spectateurs puissent aborder ce sujet au cours de rencontres ou de débats.

Il y a quelques années, des amis avaient organisé en Corrèze une journée spécifique qui traitait des médias libres.

Sans doute, ce genre d'initiative serait à renouveler. Il faudra y réfléchir, et si certains le désirent vraiment, penser l'organisation de celle-ci.

Avez-vous aussi l'intention de discuter de la forme de l'expression sous laquelle ces sujets / films sont présentés au public ?

Là aussi, nous n'avions pas prévu de discussion spécifique pour évoquer la forme

de l'expression des sujets / films proposés au cours de ce festival. La plupart du temps, c'est le « fond » plutôt que la forme qui est abordé. C'est un manque évident qu'il faudra combler en organisant un jour des rencontres autour de ce problème. Fond et forme constituent un ensemble avec des interférences assez fortes de la forme sur le fond. Cela ne doit pas être négligé sinon les discussions envisagées sont tronquées, et peuvent prêter à des approches erronées.

Ceci peut-il permettre le temps et le processus nécessaires à une discussion sur les thèmes de ces films, et sur la question de la Monoforme qui pourrait avoir été utilisée ?

Le choix de la programmation d'une trentaine de films sur une journée ne permet pas, en effet, d'avoir le temps nécessaire à une véritable discussion sur les thèmes abordés dans ces films. Les différents

débats organisés se bousculent un peu ; le plus souvent ils sont plutôt une amorce de réflexion et de rencontres qui sont à approfondir après selon l'intérêt que l'on peut y trouver.

La densité des films projetés reste un point qui devrait être discuté pour les festivals éventuels à venir. Peut-être faut-il diminuer le nombre de films ou bien allonger la durée du festival ? Cela permettrait alors de prendre le temps réellement nécessaire à des discussions de plus grande envergure. La question de la monoforme pourrait être abordée en tant que thème transversal et central. Mais cette question peut faire aussi l'objet d'une journée spécifique sur les médias comme cela a été évoqué ci-dessus.

Des idées et des interrogations sur tous ces sujets existent, maintenant y a-t-il une réelle volonté et disponibilité pour organiser de telles journées ?

Espérons-le.

Vert et durable... le capitalisme ?

La destruction de la planète par la machine industrielle devient évidente. Les écolos de salon s'attablent avec industriels et politiques pour « sauver le soldat capitalisme ». Ils apportent leur peinture verte pour ripoliner les faces grises des « décideurs ». Prescripteurs d'un label « développement durable », beaucoup de mouvements de « protection de la nature » deviennent un appendice de l'appareil d'État et d'un système économique mortifère.

Les révolutionnaires de Grenelle...

« C'est une révolution dans nos façons de penser et dans nos façons de décider ». Le dangereux agitateur, qui prononce cette phrase historique dans les salons de l'Élysée à l'automne 2007, est Nicolas Sarkozy à l'issue du « Grenelle de l'environnement ». Il est rare de voir au ministère du Travail un rassemblement de tels révolutionnaires : séides de l'État, patrons pollueurs, agrobusinessmen et petits marquis de la galaxie écolo-moderne.

Déjà les 25 et 26 mai 1968, pour les « Accords de Grenelle », d'autres redoutables comploteurs, patrons du CNPF, chefs de la CGT s'acoquinent avec Pompidou afin que l'ordre et la paix sociale évacuent les usines occupées, balaient les espoirs nés dans la rue, enterrent l'avenir dans les urnes.

Sarkozy a piqué l'idée à Franck Laval, fondateur d'Écologie sans frontière, qui propose de « poser l'acte fondateur du dialogue environnemental qui doit s'instaurer en France entre toutes les parties prenantes ». À peine élu en mai 2007, il en charge trois serviteurs : Jean-Louis Borloo, Chantal Jouanno, NKM (Nathalie Kosciusko Morizet). Leur « compétence » est garantie par leur brillante carrière : Borloo avait déjà servi Mitterrand en 1990, en fondant, avec Brice Lalonde, Génération Écologie pour contrer les Verts, puis il a fait des affaires avec Tapie en revendant, avec bénéfice, des entreprises en difficulté, achetées pour un franc symbolique ; Jouanno, « conseillère à l'Élysée en charge des négociations du Grenelle de l'environnement », a successivement travaillé pour la bagnole, EDF, la Police, la Défense ; NKM est ingénieur à l'IGREF (Institut du génie rural et des Eaux et Forêts) acteur essentiel du remembrement, des politiques menées contre les rivières, les forêts, les zones humides... Afin de lancer le Grenelle, des écologistes apparaissent sur les perrons de l'Élysée, Nicolas Hulot, Pascal Husting et Yannick Jadot (Greenpeace), Serge Orru (WWF), et Sarkozy claironne



« L'époque est à l'action. Il n'y a aucun sujet tabou ».

Les Verts sont dans le fruit

Pour inaugurer le défilé de mode verte à Grenelle, voici Nicolas Hulot, fort du soutien d'entreprises telle Rhône-Poulenc qui sponsorise « Ushuaïa, le magazine de l'extrême ». Il assure que « les entreprises ont intégré le souci du devenir du monde vivant ».

S'empressent des responsables du WWF (Fonds mondial pour la nature). Cette association existe depuis 1961. Ses présidents eurent des fréquentations inquiétantes, tels le prince Bernhard et le prince Philipp, sympathisants du parti nazi, ou John H. London, dirigeant de Shell et ami des transnationales, ou encore Anton Rupert, partisan de l'apartheid, qui créa une section du WWF en Afrique du Sud, milliardaire qui s'occupa des finances du WWF international.

« Le WWF est devenu le secrétariat environnemental de la production de matières premières. Les tables rondes pour la production durable des pires monocultures de l'agriculture mondialisée sont dirigées par le WWF. La « table ronde du soja responsable », à laquelle participent des firmes comme Monsanto, Syngenta, Cargill, Bunge et ADH, en est le cas le plus flagrant. Une gigantesque opération de *greenwashing* pour cacher la destruction environnementale causée par le soja en Amérique du Sud : déforestation, pollution des milieux naturels et des personnes » dénonce en 2009 l'Initiative Mercosur, réseau sud-américain de mouvements de femmes, communautés indiennes, associations paysannes.

C'est en 2006 qu'a été créée la RRTS (Table ronde du soja responsable) réunissant le WWF et les firmes pour mettre en place un

label international garantissant la « durabilité » du soja transgénique, qui envahit de nombreux pays. Le WWF participe à d'autres tables rondes : BSI (canne à sucre), RSB (bio-carburants), RSPO (huile de palme).

C'est en 1967 que Jean Sainteny, ministre de De Gaulle, crée la section française du WWF devenant en 1971 le FFNE (Fonds français pour la nature et l'environnement) qui aura notamment comme présidents Luc Hoffmann, héritier de la transnationale suisse Hoffmann-Laroche, Daniel Richard, dirigeant des Trois Suisses, des Galeries Lafayette. Serge Orru, son directeur au moment du Grenelle, signe des partenariats avec les Ciments Lafarge, Bouygues, etc.

Voici des représentants de Greenpeace, créée en 1971, apparue en France en 1977 pour mener des actions pour les baleines, les océans et contre le nucléaire. En 1985, Mitterrand sait que Greenpeace prépare une campagne contre les essais nucléaires à Mururoa. Le 10 juillet, des nageurs de combat posent deux bombes contre son bateau, le Rainbow Warrior, faisant un mort. En même temps un coup de force interne chasse les principaux activistes de l'association, entraînant la fuite des adhérents, puis sa dissolution fin 1987. Certains exclus fondent alors Robin des bois.

Recréée en 1989, Greenpeace France met la pédale douce sur le nucléaire. Son président, Robert Lion, déclare à la conférence de Kyoto sur le climat : « Des entreprises anticipent l'inéluctable succès des défenseurs du climat. Ce succès leur ouvrira des marchés. Le champion mondial de ces attitudes intelligentes pourrait être Shell ou Toyota ou Dupont de Nemours. » Ajoutons qu'il s'est présenté aux régionales de 2010 sur une liste Europe Écologie, y rejoignant le responsable des campagnes de Greenpeace, homme clé du Grenelle, Yannick Jadot, député européen.

Suivent des dirigeants de France Nature Environnement, réseau d'associations créé en 1968. Après un début activiste (parc de la



Vanoise), FNE fut sollicitée par l'État pour figurer dans des commissions locales ou départementales: industrialisation des campagnes, construction d'autoroutes... nécessitaient une caution citoyenne garantissant l'«acceptation sociale». Ainsi se mit en place une caste se retrouvant souvent au Conseil économique et social! Leur «indépendance» est garantie par le fait que près de 70% des dépenses sont couvertes par des financements publics.

Des partenariats sont signés avec les transnationales de l'eau, Suez-Lyonnaise des Eaux et Véolia, ou Compo, liée au géant Syngenta. Sous l'impulsion de son président, Sébastien Genest, ex-forestier en Limousin, FNE a mis en place avec les industriels du bois le label international PEFC (Certification forestière pan-européenne), qui autorise l'usage de pesticides en forêt, mais «de manière raisonnée»! Des dizaines de forêts primaires en Tasmanie ou en Malaisie ont été détruites sous cet écolabel. Le journal *L'écho des Forêts* l'avoue: «La certification est un atout pour mieux vendre».

«L'environnement, ça commence à bien faire!»

C'est en 2010, au Salon de l'Agriculture, que Sarkozy tire la chasse d'eau. Pourtant, que d'espoirs quand, mi-2007, quelque 300 dignes serviteurs de l'État, des syndicats patronaux ou salariaux, de l'écologie «ma non troppo» se réunissent!



Pour un développement durable... des luttes

Le développement durable, seriné par des milliers d'ONG, d'institutions, de politiciens n'est que la version médiatisée de la lessive qui lave plus vert (*greenwashing*) et facilite le greenbusiness. Il est symptomatique que ce terme ait été popularisé au Sommet de la Terre de Rio par son organisateur,

Les tenants du monopole de l'expertise technique, ingénieurs des Mines, des Ponts et du Génie rural sont bien représentés.

Fin septembre Sarkozy siffle la fin des échanges sur quelques mesurètes, telle la «réduction de 50% des pesticides, si c'est possible». Hulot s'enthousiasme: «C'est un changement de civilisation! C'est un changement d'ère!»

La loi-cadre «Grenelle 1» est votée en août 2009, après interventions des lobbyistes de tout poil, nucléaire, eau, pesticides, déchets, BTP, agrobusiness..., saluée par l'Alliance pour la planète (Greenpeace et WWF): «La majorité des députés a entendu les attentes de la société française. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie.»

La loi «Grenelle 2», censée en préciser les applications, est votée en juillet 2010. L'enfumage apparaît au grand jour. À titre d'exemple, l'interdiction de l'épandage de pesticides par voie aérienne y est assortie de telles dérogations que les gros céréaliers sont autorisés à arroser 200 000 hectares!

Les réalités du capitalisme sont rappelées par Thierry Desmarest, patron de Total: «On ne peut faire du développement durable sans être compétitif» et Francis Mer, ex-ministre de l'Économie: «Les entreprises sont faites pour créer des richesses. D'où l'idée de développement. J'insiste donc au moins autant sur l'idée de développement que sur le mot durable.»

le Canadien Maurice Strong, homme des transnationales, héraut mondial du capitalisme vert ayant fait fortune dans l'industrie pétrolière... De même, le Suisse Stephen Schmidheiny, a joué un rôle essentiel au Sommet de la Terre de Johannesburg et récemment à la Conférence mondiale sur la biodiversité. Après avoir fait fortune dans l'amiante (Eternit), il a fondé l'ONG Avina, dont le but est de «contribuer au développement durable en Amérique Latine afin de promouvoir l'établissement de relations de confiance et de partenariats fructueux entre chefs d'entreprise et leaders sociaux autour de programmes d'action consensuels».

Tous ces partenariats, qui permettent à des entreprises de financer des ONG en échange d'une caution environnementale, ont pour but de conforter le système économique actuel et de dissuader l'engagement d'actions directes sur le terrain. Même si les me(r)dias s'en font très peu l'écho, seul le développement de ces luttes – avec participation des populations locales – peut faire reculer la machine industrielle: Notre-Dame-des-Landes (aéroport près de Nantes), gaz de schiste, OGM, agro-carburants, nucléaire...

ÉLAN NOIR

(Cet article s'inspire de *Qui a tué l'écologie* de Fabrice Nicolino, Éditions LLL, 2011.)



Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

ET TOI ? TU VOTES...

SOIRÉE AU MÉTINGUE
QUAND ILS SONT MURS TU MOISSONNES

Photoet montage Gabar

IL FAUT QU'J'TE DISE... j'en ai marre!... assez!... raz l'pompon!... par d'sus la tête!... tes conneries!... qu'ai-je t'es fait?... tu m'pourris!... m'gâtes le goût!... tu m'empoisonnes l'atmosphère!... tes conneries pourrites, ça va pu... voilà c'est dit!... lâché!... débourré!... j'largue le trop!... tout galop... l'est parti mon Kiki... à dada sur mon bidet. En ai raz l'bol!... raz l'béret... la gapette... l'melon... la moumoute. C'est simple j'en ai tous les raz!... même la pointe du Raz devrait être à moi... aussi les raz d'marées... à moi, tous!... tellement j'en ai raz!... Tu m'obliges à t'en vouloir alors qu't'es un frère humain... Frères humains, qui après nous vivez, n'ayez les cœurs contre nous endurcis... à croire que t'as l'cœur bien endurci. C'est là maintenant qu'j'l'a r'vendique et la guette... ma liberté... pi elle aussi qu'es kè t'as fait, l'ma liberté? Tu m'la chagrines... que c'est honte à voir!... voilà j'ai honte à ma liberté!... tu m'l'humilies!... tu m'la bouffissures... elle en peu pu... misère! J'l'ai... obligé, dans la pogne, fragile, délicate, et t'es là à m'l'espatarrer... toute alanguie qu'elle est... comme un oiseau blessé, faut pas serrer trop fort... ni trop mou sinon è tombe, paf, pi a pu. Juste milieu qui faut la réchauffer. Alors? J'ouvre la main et tu la regardes virevolter ma liberté. Lève la trogne, ouvre les yeux! Tes quinquets mon héros des urnes, c'est pas fait pour mirer tes pompes, c'est fait pour regar-

der loin. L'horizon plus t'avances, plus y s'éloigne... t'as l'vertige?... ça fait rien après on s'habitue, c'est pas un vertige, c'est d'l'ivresse... juste d'la belle ivresse! La liberté ça fout l'tournis, c'est comme ça! Tu sais par instant faut la lâcher, ouvrir la pogne et hop!... elle volette ça et là, toute rigolote, toute bellotte à reluquer... plein les quinquets j'te dis qu't'en as... dis-le!... allé!... t'en baves des ronds d'chapeau mon gars?... évidemment la tienne de liberté tu la refiles aux pires satrapes que tu peux trouver. Alors y celui, y t'la fout en cage comme un pov' serin dans la loge de la pipelette. Que c'est misère à voir!... le problème mon p'tit père c'est qu'tes délires votationnaires y m'embarquent... j'm'r'trouve à la chiourme... en galiote... tu me fais ramer, mon cousin!... j'en veux pas d'tes croisières de médiocre. Ça t'suffit pas d'être cave y t'faut aussi piétiner mes plates-bandes... tu m'marches sur les nougats et que nib d'excusailles. Tu d'viens obscène. Qu'tu forges la hache et qu'tu la tendes à tes bourreaux soit!... y s'trouve que moi ton guillotineur de liberté j'en veux pas... c'est pas moi qui l'ai sifflé ton sinistre. Tu crois vraiment que jeter ta bile de frustré dans l'urne ça fait changer kèqu'chose?... que nenni! Juste tu légitimes ton monarque tyrano contre lequel, on t'entendra gueuler pendant cinq ans en disant qu'la prochaine fois y verra c'qui verra. Que tu veuilles te faire tondre, essorer comme

serpillière par les dictats de leur pornographie libérale, soit! Mais t'es pas tout seul et moi j'veux pas partager ta porcherie... ton lisier tu l'étales et moi j'me tape tes odeurs, répugnantes, nauséuses. Y paraît qu'c'est pace'que t'es malheureux et qu'tu comprends nib de nib que tu veux du facho plein tes urnes? Parce qu'on t'a dit qu'c'était la faute des Roms, pi la faute des immigrés, des Africains pour sûr, pas les cela du pétrole qui t'achète tes équipes de foute-bolle à tour de stades. Pi après y a ceusses qui sont au rsa, pi les jeunes, pi les malades, pi les vieux qui vieillissent et qui coûtent... qu'y a qu'a n'en faire des biscuits comme dans le film «soleil vert» de Richard Fleischer, t'as vu, j't'ins-tructionne au passage?... pas d'quoi!... T'es tellement perdu dans ton désert qu'au temps de la conquête de l'Ouest t'aurais suivi aveuglément le premier con qui t'aurait dit on n'est pas perdus, on cherche notre chemin... prêt à suivre le blanc, pourri de certitudes avariées, plutôt que de suivre l'Indien dont tu ne sais rien, mais qui lui n'est pas perdu, ni ne cherche son chemin, puis qu'est plus sympa peut-être, que ces dégueulasses qui tout au long du temps réduisent l'intelligence à sa portion la plus congrue; pire, qui veulent l'annihiler totalement, à croire que ça t'arrange de ne pas utiliser ta comprenette? Parce que toi tu les crois quand on te dit que ceux d'un parti vont à la pêche aux voix d'un autre parti qui

serait plus dangereux? Que ce serait juste basses politiccailleries, que même celui d'aujourd'hui c'est l'plus fort sur c'coup là? Ce qui laisserait entendre qu'ils ne pensent pas les ignominies qu'ils débitent largement, que eux seraient de vrais démocrates, contrairement aux autres qui seraient les vrais vilains pas beaux... mais réveille-toi des fois, ouvre tes mirettes. Non pas d'excuses, ces tordus sont de vrais fachos pur jus qui pensent même pire que ce que tu peux t'imaginer, et oui mon doux crétin, toi aussi t'es dans leur collimateur, t'es d'la roupie d'sansonnet pour eux, un esclave, un prolo. Tu sais un peu ce que c'est un prolo? C'est celui qui ne possède que le fruit de son chagrin, mais aussi, et surtout, celui à qui on ne laisse que de quoi travailler. Tu vis à crédit mon colon. Tes avantages sociaux, nez d'bœuf, réduits comme peau de chagrin. Ah tu vas pouvoir en rêver des manifs, t'as plus qu'ça tes rêves! Parce que descendre dans la rue tu peux pu!... t'as tes crédits sur les endosses... la chignole comme le bourge, ton pavillon merdique, ton écran plat pour le foute-bol (mets-en une tasse, ha! ha!), ta clim, ta santé, ta retraite, tout!... tout à crédit!... les chaînes invisibles, les plus cinoques c'est toi qui les a cadennassés à tes pieds... poignets... et tu votes?... t'en redemandes?... t'es enragé ma pov loque!... tu t'assassines et tu cherches un coupable, t'as pas de miroir ou quoi? T'as les yeux chassieux à croire? Quoi, tu t'donnes l'illusion de décider? Mais t'es vraiment fatigant! Puis tes illuses, j'veux pas les endosser!... merde!... lâche-moi!... laisse-moi mon air, j't'ai rien fait moi!... suis gentil, là, dans mon coin... j'suis l'Indien de tout à l'heure... arrête de suivre le vilain blanc qui t'largue... que tu sais plus où qu't'es. Parce

que lui, les contrées où s'respirent des airs de liberté y n'en veux que t'chi! Lui y croit que la liberté ça s'achète, ça s'monnaye, ça s'exploite, tout pour mieux la détruire, ça l'in-supporte tellement que rien que quand il y pense y t'vote une loi, c'est sa manière de dégazer à lui. Pondre des lois qu'y sont pas pour lui, lui y l'est au-d'sus, parce que lui sa liberté y s'la veut arrogante, triviale, y faut kè't'pète à la tronche, y a qu'ça pour l'faire jouir, voir ta gueule ouverte... cadavérée. Y t'y veux la menteuse pantelante, qui traîne sur le goudron, qu'ça lui fasse un tapis rouge où torcher ses groles, et toi tu votes? Quelles misères, encore, y va te falloir encore pour comprendre? Qu'on te pique ton pavillon? Ta petite vie étriquée de gueularde de comptoir? Mais le soir des rendez-moi ça, tu l'as bientôt devant ta porte, la Grèce, c'est pas loin, y z'ont le FMI pour t'affamer, pour t'écrabouiller, te réduire. Encore plus d'esclavage! Et toi, tu votes! Tu veux qu'ils aient raison, ces fumiers, de te prendre pour un con et un cuistre qui croit qu'il choisit? Choisir c'est décider par toi-même, quand tu votes, tu donnes ton droit à décider à ta place, et du fait à la mienne, et ça je ne veux pas! Tu sais au sein des marchés de plainte, ou des foires, il y a une sorte de gars qui, bien planqués sous des toiles, te font miroiter le beau cadeau gratos, et pi tiens j't'en r'file un en plus parce que t'es sympa toi, une fois qu't'es gâté ils ferment le chapiteau et là t'es coincé mon tout beau, tu vas finir par leur signer l'acte d'achat volontaire antidaté et tu va remplir le beau chèque de toutes tes éconocroques de misère, juste parce que t'as les foies et que tu veux sortir à l'air, ils t'étouffent ils te lâchent plus; on les appelle des pasticheurs, et bien tes politiques c'est du pareil au même, ils te font

miroiter monts et merdouilles, avec la complicité active de leurs serviteurs serviles, les journaloux, ils t'étouffent, ils te noient sous des tonnes de désinformations que t'ingurgites et quand ils te lâchent enfin, t'as voté. Eh bien moi, que ce soient les posticheurs politiques ou bien ceux des marchés, ça m'estomaque que ça fonctionne encore, c'est à désespérer du genre humain t'avoueras. Mais merde tu ne peux pas aller à la messe à la place. Merde!... tu vois ce que tu me fais dire comme conneries? De quoi qu'tu dis? A oui c'est vrai, t'y va aussi, tu te privas de rien toi. T'es un fortiche toi. Si les cons volaient tu serais chef d'escadrille toi... je sais qu'c'est pas d'moi!... mais c'est pour ta pomme que ça était écrit!

Pour te dire, que tu choisisses de passer à côté de la vie, ça pourrait me laisser indifférent, le problème est que ça bouffe la mienne de vie, et en plus que tu me colles dans le rang de tes ennemis, alors ça, je trouve que c'est fort de café. Que j'ai envie de vivre de grands espaces de liberté ne te donnes pas le droit de vouloir m'enfermer, ni de vouloir m'éliminer de ton petit horizon rabougri. Si j'ai décidé d'ouvrir grand les yeux, c'est pour mieux voir évidemment. Et alors? On t'a foutu la trouille avec les dictatures prétendument communistes, alors tu te jettes à pleins plongeons dans ta dictature capitaliste. Les dictatures c'est toujours chez les autres, c'est bien pratique. Les illusions ne sont qu'aberrations, que trompe-l'œil à suivre. Et toi tu votes? Prends ton destin à pleine pogne et astique-le si ça te chante, ça ne peut que te faire du bien. Vive l'onanisme politique! La politique est une chose trop sérieuse pour la laisser aux politicards.

GABAR

ILS ONT VOTÉ,



ET PUIS APRÈS ?

Haro sur Vinci

Pour entrer en résistance, il faut savoir à quoi on veut résister. À une oligarchie qui s'est emparée de tous les leviers de pouvoir pour régner sur le plus grand nombre. Qu'a-t-elle de particulier? Rien. L'humain utilise à merveille les outils qu'il a inventés. Au départ, il ne s'agit que de pousser à bouffer, de bâtir et démolir des abris, et on façonne des fléaux, des machettes, des masses. Une fois l'outil fabriqué, on découvre ses potentialités. On le perfectionne en le détournant, et il devient aussi nunchaku, sabre, masse d'arme...

À QUOI SERT UN GOUVERNEMENT? À simplifier l'organisation des tâches. Machin, tu te chargeras de m'organiser cette moisson, c'est gavant de choper tout le monde à la veillée pour décider ensemble de qui fera quoi. Et voilà comment un accès de paresse se transforme, au fil des siècles, en État.

Se débarrasser d'une oligarchie en laissant intacts les instruments qui lui permettent d'asseoir sa domination est-il bien raisonnable? C'est ne pas croire les hommes interchangeables, c'est parier sur la vertu, c'est peut-être confondre la pâte à modeler avec la fonte, un singe génial avec les dieux qu'il s'est inventés. Un bourgeois n'est jamais qu'un prolo qui a du pognon. Le problème, ce n'est pas le bourgeois, c'est le pognon. C'est ce par quoi se matérialise et se verrouille le pouvoir de l'un sur l'autre. Le problème de l'État, ou de toute autre forme d'organisation du pouvoir, ce n'est pas d'être de droite ou de gauche, démocratique ou totalitaire, c'est d'être un État, un outil à cristalliser, conserver, exercer le pouvoir. Tant que cette machine existe, on se fout des singes bleus ou rouges qui s'y incrustent pour lui faire cracher un maximum de jus: réellement, ils sont interchangeables. Incapables de se gouverner eux-mêmes, ils ne songent même pas à gouverner les autres. Se goinfrer leur suffit.

C'est la machine qu'il faut détruire. La détruire, ce peut être tout simplement lui échapper.

Mais l'État n'est pas la seule forme d'accumulation, de préservation et d'organisation du pouvoir. Les États sont des outils plus ou moins rudimentaires de domination, et nombre d'entre eux ne sont que des succursales sommaires des autres. Par exemple, si la souveraineté monétaire d'un État est une condition minimale de sa souveraineté tout court, les quinze pays africains qui coïncident la moitié de leurs réserves de change sur

un compte d'opération du Trésor public français pour avoir l'honneur de voir leur monnaie garantie par la Banque de France sont des fantômes d'États, tandis que la France se goinfre leurs 8 000 milliards de CFA en s'en collant plein la chemise, et compte les intérêts de ce hold-up dans l'aide au développement. Arf! Le Pouvoir, aujourd'hui, c'est le fric. Celui qu'on confisque, celui qu'on engage, celui qu'on contrôle, celui qu'on est en capacité de créer.

Alors que penser quand on compare les recettes de l'État de Guinée, petit pays propulsé ces derniers temps sur le devant de la scène internationale par le sex-appeal d'une femme de chambre, avec le chiffre d'affaires du groupe Vinci, par exemple? 3,88 milliards d'euros pour l'un, 34 milliards pour l'autre. Est-ce à dire que le groupe Vinci est plus puissant que l'État guinéen, à la curée duquel il participe en bonne place? Représenter les rapports de la Guinée avec Vinci, Suez, Véolia, Bolloré et j'en passe, peut se faire sous forme d'un repas d'hyènes se partageant les viscères d'une gazelle, l'État guinéen étant la tumeur au cerveau qui empêche cette gracile créature de se faire natchave à grands bonds. Le pouvoir se localise dans les exécutifs de certains États, dans les conseils d'administration de quelques grandes entreprises transnationales, dans quelques états-majors regroupant des docteurs Folamour tous plus fachos et cupides les uns que les autres, dans les organes de décision d'instances supranationales telles que l'Onu, l'OMC, l'UE et dans les groupes d'intérêt tels le Club de Paris ou l'ERT.

Toute lutte politique commence par dénoncer cet état de fait. Certaines multinationales sont beaucoup plus puissantes que nombre d'États, y compris sur un plan politique et militaire. C'est pourquoi la dénonciation des abus de pouvoir de ces puissances a-légitimes est toujours bienvenue. Mais là où la

cerise arrive plus grosse que le gâteau, rendant visible la collusion des différents pans de l'oligarchie, légitime ou pas, comme le nez au milieu de la figure, c'est dans toutes les formes de PPP (partenariats public-privé) à travers le vaste monde. Ah que ça fait du bien de me prendre sur la gueule une matraque payée avec ma TVA quand je veux empêcher un bétonneur cupide de transformer mon paysage en crassier purulent!

Une initiative plutôt sympathique est en train de prendre corps pour mettre les pleins feux sur le groupe Vinci, un amant fidèle des PPP. Qu'on en juge: ce groupe est la première multinationale du monde en matière de BTP, juste devant Bouygues. La plupart de ses chantiers ont ceci de particulier qu'ils résultent de conventions passées, ô joie, avec les pouvoirs publics, c'est-à-dire les édiles corrompus jusqu'au trognon qui comptent bien prélever un max de caillasse sur les prétendus besoins du petit peuple. Malheureusement le petit peuple est con comme un balai et ne croit que ce qu'il voit. Et ce qu'il voit, le petit peuple, c'est que Vinci lui chie dans les bottes jusqu'en haut de la tige, employant libéralement les flics ou l'armée des différents pays concernés pour sécuriser des chantiers aussi pharaoniques, dangereux et dégueulasses qu'inutiles.

En Russie, une poignée d'écologistes et de riverains défend bec et ongles la forêt de Khimki contre le groupe Vinci, délégué par le gouvernement russe pour couler 636 km d'autoroute entre Moscou et Saint-Pétersbourg. Mikhaïl Beketov, journaliste rebelle qui avait eu le front de détailler dans sa gazette le parfum de charogne montant des magouilles diverses et variées bidouillées par le groupe et les élus de tous poils, a été si brutalement passé à tabac qu'il a dû être amputé d'une jambe et a perdu l'usage de la parole. Un autre journaliste s'est fait suriner, un autre a passé de longs jours dans

Là où ils créent un désert...

VINCI AMÉNAGE

...ils disent qu'ils apportent le progrès



Vinci - et ses filiales - spéculent sur nos déplacements, expulse des quartiers et campagnes, bétonne et assepsise nos espaces et nos vies pour vendre le mythe du progrès. Comme d'autres groupes multinationaux, il concrétise les projets étatiques de quadrillage et de contrôle des sociétés.

Pourtant, des luttes s'organisent :

- contre l'autoroute Moscou - St. Pétersbourg (Khimki, Russie)
- la Ligne Grande Vitesse Tours - Bordeaux
- l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Nantes)
- ITER, expérimentation de fusion nucléaire (Cadarache)
- les mines d'uranium (Niger)

D'autres chantiers peu visibles restent pour l'instant moins contestés : réseaux de vidéo-surveillance, télé-travail, parkings, pipelines, incinérateurs, etc. Partout, l'arrogant « leader mondial de la construction-concession » impose ses projets et laisse penser qu'il est invincible.

Parce que c'est sur notre résignation qu'il construit son business, opposons-lui nos colères comme autant de grains de sable dans chaque rouage de sa machine.

Faisons mordre la poussière à Vinci par une campagne déterminée et endurante.

ARRÊTONS LE CARNAGE !

le coma après son lynchage. En Russie, le bagou de la presse déclenche des réactions si barbares que la Berd s'est retirée, non du projet d'autoroute, faut pas déconner, mais du financement de cette section de 15 bornes. Vinci, en revanche, est prêt à un holocauste général pour s'assurer les 700 millions d'euros de péage prévus par an, et accepte sans barguigner le soutien des groupes néo-nazis

et des cognes officiels pour massacrer la forêt et ses riverains. Bon, tout ceci se passe en Russie.

De même, au Niger, les nomades qui bossent à poil dans les mines d'uranium exploitées par la Cogéma en partenariat avec Vinci (Sogea Satom) crèveront comme des mouches dans les années qui viennent sans savoir d'où sortent les maux étranges qui les empor-

tent. On aurait envie de dire : pas comme chez nous, le pays des droits de l'homme, si les bourrins francois n'étaient pas sur le pied de guerre pour défendre le zouli chantier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, promu à la bave aux lèvres par les édiles de droite comme de gauche. On se demande pourquoi, l'autre aéroport de Nantes étant largement sous-utilisé. Pour protéger ce précieux chantier initié par la cupidité délirante de quelques cols blancs, voilà des hélicos, des barrages, 27 cars et camions de gendarmes mobiles suréquipés, des tirs de lacrymos. Le nuage toxique est si épais qu'il empêche les ouvriers de bosser, un comble ! Pour finir, les trous sont creusés et la foreuse quitte le chantier sous escorte. Début juillet, un camp de la résistance doit s'installer sur la zone à défendre.

On ne retrouve malheureusement pas dans le Sud-Est une pugnacité aussi réjouissante pour mettre des bâtons dans les trous d'Iter, projet autrement dangereux. Vinci s'y fait arroser à la louche par les pouvoirs publics pour détruire un milieu naturel unique. C'est qu'il en faut, des infrastructures, pour permettre aux norias de camions d'y défiler continûment, sans compter ceux qui trimballent déjà du plutonium. Les bataillons de robocops assurent la protection rapprochée des profits que s'empiffrent les entreprises présentes sur ce site juteux.

Les PPP nous empoisonnent, nous contaminent, nous passent les zoziaux à la disquette, mais les PPP nous font toucher du doigt une réalité universelle aujourd'hui : les pouvoirs publics ne sont là que pour nous foutre à l'encan, nous et les ressources que nous pourrions nous partager, au profit des intérêts privés. Le sabotage de chantiers, l'enlèvement de cadres qui ne vont jamais sans combine ni dosimètre dans les charniers qu'ils gèrent, le battage médiatique sur les curieuses missions des flics, porte-flingue du grand banditisme entrepreneurial, voilà différents aspects de cette résistance diffuse mais bien ciblée. C'est quand même plus pertinent que prendre à partie des élus comme s'ils nous représentaient.

LAURENCE BIBERFELD

18 - mauvaises lectures

Non Jeff t'es pas tout seul
Mais arrête tes grimaces
Soulève tes cent kilos
Fait bouger ta carcasse
Je sais que t'as le cœur gros
Mais il faut le soulever Jeff
Non Jeff t'es pas tout seul
Mais arrête de sangloter
Arrête de te répandre
Arrête de répéter
Que t'es bon à te pendre...]

IL MÈNE UNE VIE SANS HISTOIRE, Jeff. Ce qui sera à charge contre lui. Plus tard. Peu d'amis, pas de copine, sans passion, si, peut-être son boulot. Peinard, il est taxi Jeff, alors ?... à part la bonne petite course de l'aéroport jusque dans les quartiers chics, ça, ça assure une bonne fin de journée. Il l'a Jeff sa bonne petite course de l'aéroport de Dallas jusque Westboro, puis il va rentrer, tranquille, dans ce petit logement qui lui ressemble. La dame chic qu'il a chargé, arrivée devant chez elle, lui dit qu'elle n'a pas de monnaie, y qu'à rentrer, elle en a pour une seconde. Pourquoi pas ? Faut dire qu'on ne nous apprend pas à nous méfier de tout. La dame est montée. Lui reste en bas. Tiens, dans le temps, avant de faire taxi, il posait des fenêtres et il croit en reconnaître une de celles qu'il posait. Après il pensera si j'ai appris quelques chose de tout cela, c'est qu'il ne faut jamais toucher aux fenêtres des gens.

J'entends ressasser cette idée absurde, « si t'as rien à te reprocher, en quoi ça te dérange que l'on te surveille » ? Déjà si tu n'as rien à te reprocher mon vieux, il faut d'urgence que tu consultes, pour autant de certitudes tu mérites ton divan, sans aller jusqu'aux touffologues paten-

tés, allonge-toi devant ton miroir. La question n'est pas de savoir si tu as quelque chose à te reprocher, mais de voir si certains n'ont pas, besoin, envie, plaisir, de te reprocher ce qui les arrange à un moment.

Jeff, notre chauffeur de taxi n'a rien à se reprocher quand il quitte la maison de la dame qui lui a laissé un bon pourliche en plus du prix de la course. Fin de la journée. Pas si mal la journée. Jeff il est détendu, et là, oui, il va commettre la grosse erreur. Traversant un quartier un peu lourd, il avise deux adolescentes ivres, il s'inquiète Jeff. Il s'arrête Jeff, leur propose de les ramener gratuitement. Parce que une moins ivre dit ne pas avoir de quoi payer le taxi jusque au logement étudiant. Jeff fait fis du règlement. Qu'importe, c'est sur la route du dépôt de la compagnie de taxi, il ne mets pas le drapeau, mais bon, il ne va pas les laisser dans ce quartier pourri, saoules en plus. Alors le règlement ?... Il les embarque à l'arrière, derrière la vitre de protection. Là, le pourboire ce sera des vomissures, qu'importe il trimballe l'humanité derrière lui Jeff, un coup de jet chaud au dépôt et voilà. Pas si grave.

Arrêté, tabassé, incarcéré désigné coupable d'avoir enlevé, violé, tué, la fille de la belle dame des quartiers chics de tout à l'heure. Tout l'accuse, pourquoi avoir karcher la voiture si ce n'est pour effacer des traces suspectes. Mais il a pris les deux filles, des étudiantes. On ne cherchera jamais leur témoignage. Jeff pense il ne faut pas prendre gratuitement des étudiantes saoules. Deux ripoux en mal de remise de peine témoignent à charge. Ils ont vu, un taxi s'arrêter acheter un soda et le donner à une gamine enfermée sur

la banquette arrière du véhicule. La mécanique terrible est là. En place. Rien, plus jamais, n'arrête le processus infernal. Il n'y a pas de raison. C'est qui le Jeff ?... Personne. Un chauffeur de taxi trop discret. Condamné, incarcéré. Il n'a rien fait. Tu es toujours sûr de n'avoir rien à te reprocher ?

[... On parlera de l'Amérique
Où c'est qu'on va aller tu sais
T'en auras du fric Jeff viens...]

Il est de la plus haute importance que le suspect, livré en pâture en tant que coupable désigné, soit un monstre ! Sinon, ses accusateurs, ses juges ne peuvent être des héros.

Dans *Arrêtez-moi là*, Iain Levison a souhaiter rendre hommage à Richard Ricci arrêté, condamné pour l'enlèvement et le meurtre d'une jeune gamine et décédé en prison. La fillette a été retrouvée vivante victime de violences dans sa propre famille, qui avait porté plainte pour enlèvement.

GABAR

Arrêtez-moi là, Iain Levison, édition Liana Levi



Carapa, éco-site des Cévennes, de François Hoog, Terre Alter 2007, 55 mn, (terrealter.org).

Le film s'articule autour de l'agriculture paysanne bio, l'éco-construction utilisant bien sûr des matériaux locaux, le végétarisme. Il aborde diverses questions telles que l'accession au foncier possible même sans moyens, la relativisation de la propriété individuelle, le choix de vie

dans une forêt loin de la société de consommation, l'autonomie énergétique et l'auto-construction.

Une yourte dans la Drôme de François Hoog, Terre Alter, 26 mn.

C'est le portrait de Michel Marchand, l'un des fondateurs de l'éco-site de Bellecombe près de la Motte Chalancon, ancien dessinateur de lotissements. Il a tout laissé tomber pour vivre dans une yourte une vie plus « vraie ». Son projet est d'accueillir des vacanciers, des classes vertes ou des stagiaires. Habitat nomade, pratiques écologiques (cultures sur buttes, toilettes sèches) sont les principaux thèmes de ce film.

Ces deux films retracent des expériences à la base assez différentes pour tendre vers le même objectif : la simplicité volontaire.



INCONTESTABLEMENT, les « indignés » espagnols sont en bonne place dans nombre de publications alternatives ou non. Il faut dire que ce mouvement a surpris beaucoup de monde sans oublier le militant de base, et a suscité une grande sympathie du moins hors des sphères politiques et syndicales traditionnelles qui se sont senties un peu de trop ! Il est sûr que l'un de leurs slogans comme : *Nos rêves ne rentrent pas dans les urnes !* n'est pas fait pour leur plaire.



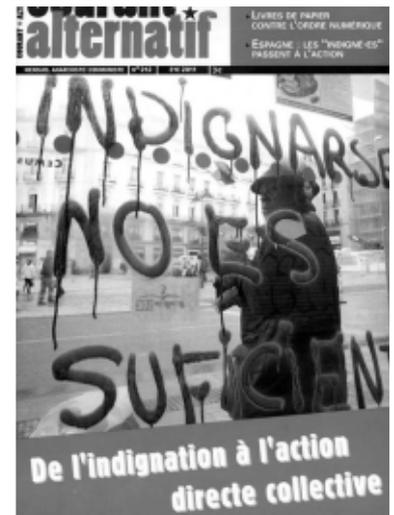
La revue *No Pasaran* de juillet-août 2011 (n° 84) n'hésite pas à faire du « mouvement des indignés » sa couverture et à en proposer plusieurs articles. Nous pouvons y trouver, entre autres, un très intéressant interview du catalan Didac Sanchez-Costa I Larraburu (un des membres fondateurs d'EcoRéseaux). Après avoir parlé de l'origine et de l'organisation du mouvement des indignés, il explique l'originalité de ces « EcoRéseaux », véritables expériences d'autonomie, de démocratie directe et d'autogestion liés inextricablement à la mise en place d'une monnaie sociale. Didac nous expose clairement le sens de leur démarche : *Nous donnons de la couleur à l'économie. Selon nous, elle était trop grise et appauvriissait les richesses réelles présentes en chacun de nous comme sur notre région. Nous nous questionnons sur ce qu'est la monnaie, ce qu'est l'économie, et nous préférons plus nous pencher sur comment devraient être les choses que sur comment elles sont à l'heure actuelle.*

Dans ce numéro d'été, Francis Dupuis-Déri (enseignant-chercheur en sciences politiques à l'Université de Québec à Montréal) revient sur le mode d'action des « black blocs » auxquels il avait déjà consacré un livre (*Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*). Son

point de vue ne laissera sûrement pas indifférent : *L'action directe entraîne une survivabilité dans les médias. Dans un premier temps, l'image renvoyée est négative mais sur un temps long les gens ont la curiosité d'aller voir et de s'informer [...]. C'est une logique de propagande par le fait [...]. La tactique des black blocs est simple : c'est une posture qui divulgue une idée comprenant une esthétique à laquelle les médias participent en la diffusant.*

Nous retrouvons aussi les indignés espagnols sur la couverture du numéro d'été de *Courant alternatif* (n° 212) et il nous est proposé de larges extraits d'un texte (*Révolte citoyenne : entre malaise social et régénération démocratique*) de Corsino Vela qui analyse le mouvement du 15 mai en Espagne. Il peut aider à comprendre cette révolte citoyenne, avec ses faiblesses politiques et ses limites sociales, mais aussi sa dynamique et sa très grande créativité qui remettent à l'ordre du jour l'action autonome de masse. Faisant suite à ce texte, nous pouvons trouver un article (*Quand les "indigné-es" passent à l'action*) qui décrit un certain nombre d'actions qui prolongent le mouvement entamé sur les places : blocages des saisies-expulsions immobilières, résistances sociales multiformes... De l'indignation à l'action directe collective : tout un programme !

Un autre grand sujet qui reste d'actualité, c'est celui du nucléaire avec la centrale de Fukushima. Le hors-série d'été du *Monde libertaire* (n° 42) a la bonne idée de publier une lettre de l'anarchiste japonais Kôtoku Shûsui au sujet du séisme de San Francisco de 1906. Même si ces deux événements sont très différents, il existe incontestablement un parallèle entre le séisme de 1906 et l'accident nucléaire de 2011 sur le plan et les



comportements sociaux ainsi que sur l'organisation pratique de la vie quotidienne.

L'éditorial d'À *Contre Courant* dans son numéro 225 (Juin – juillet 2011) fait la part belle à « La voie grecque » et au problème de plus en plus prégnant des « dettes » publiques avec leur remise en question. Le positionnement de l'équipe ne peut pas être plus clair : *Il n'est guère pour l'instant qu'en Grèce que des voix se sont fait entendre [...] joignant d'ailleurs le geste à la parole, en installant progressivement le pays dans un état de contestation permanent du gouvernement Papandreou, mêlant discussions publiques, grèves générales, manifestations de rue, non paiement des services publics, réquisitions de biens de première nécessité... Bien moins médiatisée que l'occupation bon enfant de la Puerta del Sol, l'agitation sociale grecque indique la voie selon laquelle doit se réaliser la "démocratie réelle" exigée par la première : celle d'une réappropriation collective des biens publics et des moyens sociaux de production.*

Il n'aurait pas fallu oublier ce que l'on a appelé les « révolutions arabes » avec la première, celle de Tunisie. C'est ce que fait *Fakir* avec son numéro de juillet-août (n° 51). Il nous fait suivre avec humour sur une dizaine de pages un « touriste dans la révolution » tunisienne. L'approche originale qui nous est proposée est, sans doute, une des seules de ce genre. Ca change un peu, il faut dire que c'est l'été !

Pour finir, *Offensive* et *Courant alternatif* se sont réunis pour nous concocter un hors série (n° 17 – juin 2011) sur les « luttes de libération nationale (une révolution possible ?) ». En fait, c'est bien plus puisqu'ils se proposent de : *décoloniser nos esprits, décoloniser nos luttes, décoloniser le monde : rien que ça !*



Une famille d'origine géorgienne menacée d'expulsion

Les parents sont arrivés à Guéret, il y a 5 ans, et ne parviennent pas à régulariser leur situation. Deux enfants sont nés en France, et l'aînée, Elizabed, est scolarisée depuis deux ans

Aujourd'hui, ils sont toujours sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français et le Préfet peut décider d'une reconduite à la frontière avec passage en centre de rétention administratif.

Tout est entre les mains du Préfet.

Aujourd'hui, ils sont toujours sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français et le Préfet peut décider d'une reconduite à la frontière avec passage en centre de rétention administratif. Tout est entre les mains du Préfet.

Les mois d'été sont propices aux reconduites à la frontière. Il faut plus que jamais les soutenir. Tant que la situation d'Elizabed et de sa famille ne sera pas régularisée, deux types de rassemblements sont organisés devant la Préfecture à Guéret.

Tous les mardis de l'été de 11h à 12h30, rassemblements de sensibilisation avec les petits et les grands autour de divers thèmes.

Tous les jeudis de 11h à 12h30, rassemblements citoyens pour faire le point et continuer de faire signer des pétitions et des lettres.

Tous les mardis de l'été de 11h à 12h30, rassemblements de sensibilisation avec les petits et les grands autour de divers thèmes.

Tous les jeudis de 11h à 12h30, rassemblements citoyens pour faire le point et continuer de faire signer des pétitions et des lettres.

Tous les mardis de l'été de 11h à 12h30, rassemblements de sensibilisation avec les petits et les grands autour de divers thèmes.

<http://elizabed.centerblog.net/>

Les Jardins - Jeudis de la Spouze

Centre de créations culturelles
La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon
05 55 62 20 61

Participation libre. Repli en salle en cas de météo stupide.

4 août 21 h : Ensemble Hiatus À bruit secret 15, création avec Martine Altenburger, Isabelle Duthoit et Lê Quan Ninh

11 août 21 h : Récital Aragon - Ferrat par Isabelle Tourbier et René Bourdet
18 août 21 h : Ciné-concert : *Aelita* de Protazanov avec les percussions de Lê Quan Ninh

25 août 21 h : Robert Desnos, *The Night of loveless nights*, poème surréaliste accompagné par l'Ensemble Hiatus.

1 septembre 21 h : Jean Philippon, républicain déporté par Napoléon III, vidéo de Bernard Pinet

8 septembre 21 h : Chansons belles et re-belles par I. Tourbier et R. Bourdet

Samedi 10 septembre 21 h : La Haie, film d'Alain Dhouailly

Les lundis littéraires de la Spouze 2011

Chaque lundi du 18 juillet au 22 août à 21H

Dans l'atelier du peintre Pierre Gavarni : rencontres littéraires et musicales en compagnie de conteurs, d'acteurs, de musiciens et cinéastes. Entrée libre

Spectacles hors les murs

3 août 18 h : Récits de Sébastopol de Tolstoï à Chambon-sur-Voueize (Les Estonneries)

10 août 21 h : *Pierre Leroux, Boussac et George Sand au Cinéma de Boussac*

13 août 21 h : Martin Nadaud, *lettres d'exil et de prison* à Clugnat Galerie Nadaud.

4^{ème} édition du festival Eho ! Lien, les 3 et 4 septembre 2011 sur le site éolien de Peyrelevade

L'objectif est de valoriser les initiatives locales et de défendre la protection de l'environnement.

Des artisans, entreprises, et associations locales présenteront leurs savoir faire sous forme le plus souvent de démonstrations interactives. Des animations à destination des enfants (sérigraphie, cerfs-volants, jeux d'adresse...) seront proposées.

Deux conférences sont accompagnées d'ateliers de réflexions et d'animations.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6, rue Roger Cerclier.

Librairie *La Licorne*, 42 Grand-rue

Épicerie bio *Ethiquête*, 96 Grand-rue

Bussière Dunoise : Bar-restaurant *Le Tilleul*

Chambon/Voueize : *Café de la promenade*.

Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute.

Eymoutiers :

Librairie *Passe-Temps*.

Le Monde allant vers : brocante, récup, 2, av. du

M^{al} Foch.

Bar *Le Potron minet*.

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Coop des champs, rue de Lavilatte.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocles*,

6, impasse St-Michel.

Limoges : Local associatif *Undersounds*,

6, rue de Gorre.

Montluçon : Librairie *Le talon d'Achille*,

8 pl Notre Dame

Moutier-Rozeille, La Clide : Atelier de sculpture

J.-L. Gautherin.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Laurent : Bar *L'Envolée*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

St-Yriex-les-bois : Bar-restaurant *La Tarte au suc*.

Sardent :

Bar *Chez Josiane*.

Épicerie *Vival*.

et bien sûr dans les manifs et les rassemblements.

Également téléchargeable :

<http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : creusecitron@free.fr

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13

Numéro réalisé avec le logiciel libre

SCRIBUS (www.scribus.net)

Plate-formes : Linux, MacOS X,

Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

IPNS